

REPUBLIQUE DE LA GUINEE EQUATORIALE



CONSEIL NATIONAL DE CREDIT

RAPPORT D'ACTIVITE

2015

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION: ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SOUS-REGIONAL.....	4
SECTION I.- CONJONCTURE ECONOMIQUE MONDIALE.....	4
SECTION II.- EVOLUTION DES PRINCIPAUX MARCHES DES CHANGES.....	9
SECTION III.- MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES.....	10
SECTION IV.- EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE Y MONETAIRE DE LA CEMAC.....	11
PREMIERE PARTIE: CONJONCTURE DE L'ECONOMIE NATIONALE.....	12
SECTION I- EVOLUTION DANS LE SECTEUR REEL.....	13
A/ EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE.....	13
B/ ANALYSE SECTORIELLE DE L' OFFRE.....	15
SECTION II- PRIX, EMPLOI ET SALAIRES.....	35
A/ ANALYSE DES PRIX.....	35
B/ ANALYSE DEL'EMPLOI.....	35
C/ ANALYSE DES SALAIRES.....	36
SECTION III – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	36
A/ EXECUTION BUDGETAIRE.....	36
B/DETTE PUBLIQUE.....	37
DEUXIEME PARTIE: SITUATION MONETAIRE.....	39
SECTION I.- LE MARCHE MONETAIRE.....	40
A/EVOLUTION DU MARCHE INTERBANCAIRE.....	43
B/EVOLUTION DU TAUX D'INTERÊT.....	43
C/ EVOLUTION DE LA REMUNERATION DES DEPÔTS PUBLICS PAR LA BEAC.....	44
D/EVOLUTION DES COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES.....	45
SECTION II.- LES AGREGATS MONETAIRES.....	46
TROISIEME PARTIE - SITUATION BANCAIRE ET FINANCIERE.....	47
SECTION I.- SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIERE	48
SECTION II.- BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE.....	49
SECTION III.-SYSTEME BANCAIRE.....	53
QUATRIEME PARTIE: ACTIVITES DES ENTITES DE CREDIT ET DU CNC.....	57
SECTION I.- ACTIVITES DES ENTITES DE CREDIT.....	58
SECTION II.- ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT.....	58

**INTRODUCTION : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL ET SOUS REGIONAL**

SECTION I.- CONJONCTURE ECONOMIQUE MONDIALE

L'activité économique mondiale a ralenti en 2015, en raison de la poursuite de la contraction enregistrée dans certains des grands pays émergents, notamment la Chine, la Russie et le Brésil, malgré la modeste reprise opérée dans certains pays avancés, dont les Etats Unis et la Zone Euro. Elle est passée de 3,4% en 2014 à 3,1% en 2015.

En effet, ce ralentissement de l'activité économique mondiale est dû à la dégradation de la croissance dans certains grands pays émergents tels que la Russie et le Brésil, tandis que le ralentissement de la Chine et la faiblesse des produits de base ont pesé sur l'activité des grands partenaires commerciaux et des pays producteurs de produits de base, ce qui a renforcé le climat d'incertitude sur les marchés de capitaux.

Ainsi, la croissance dans les pays émergents et en développement a été principalement affectée par la transition en cours de la Chine d'une économie bâtie sur l'investissement dans les infrastructures et sur la production manufacturière, vers une société de consommation de service. Ce nouveau modèle économique a été l'une des explications de l'affaiblissement de la demande mondiale, et plus particulièrement du recul de nombreux produits de base, face à l'augmentation des capacités de production. Les pays émergents et en développement exportateurs de matières premières ont été particulièrement touchés. Le taux de croissance de ces pays s'est situé à 4,0% en 2015, après 4,6% en 2014, et passerait à 4,3% en 2016.

En revanche, les pays avancés ont expérimenté un faible regain de croissance soutenue par les Etats-Unis, portée par une politique monétaire toujours accommodante et un renforcement des marchés du logement et du travail. La croissance dans la Zone Euro s'est également améliorée, en lien avec l'augmentation de la consommation privée qui a profité de la baisse des prix du pétrole, ainsi que des conditions financières accommodantes. Pour l'ensemble des pays avancés, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 1,9 % en 2015, contre 1,8 % en 2014, et devrait atteindre 2,1% en 2016.

L'Afrique subsaharienne a connu une baisse de la croissance à cause des répercussions de la chute des prix des hydrocarbures sur l'investissement public et privé, ainsi que du recul de la demande chinoise, principal partenaire commercial de l'Afrique. La croissance économique en Afrique Sub-saharienne s'est située à 3,5% en 2015, contre 5,0% en 2014. La tendance à la baisse de l'activité s'est également confirmée en zone CEMAC, où cinq pays sur six sont concernés par la production de pétrole.

Tableau 1 : Taux de croissance (pays et zones économiques sélectionnés)

	2014	2015
Monde	3,4	3,1
Pays Avancés	1,8	1,9
États-Unis	2,4	2,5
Zone Euro	0,9	1,5
<i>Allemagne</i>	1,6	1,5
<i>France</i>	0,2	1,1
<i>Italie</i>	-0,4	0,8
<i>Espagne</i>	1,4	3,2
Japon	0,0	0,6
Pays Emergents et en développement	4,6	4,0
<i>Europe Centrale</i>	2,8	3,4
<i>Russie</i>	2,8	3,4
<i>Pays émergents d'Asie</i>	6,8	6,6
<i>Chine</i>	7,3	6,8
<i>Inde</i>	7,3	7,3
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	1,3	-0,3
<i>Brésil</i>	0,1	-3,8
<i>Mexique</i>	2,3	2,5
<i>Afrique subsaharienne</i>	5,0	3,5
<i>Nigeria</i>	6,3	3,0
<i>Afrique du Sud</i>	1,5	1,3
<i>CEMAC</i>	4,8	2,8

Source : FMI (*Perspectives Economiques mondiale, Janvier 2016*) et BEAC

Le ralentissement économique mondial observé en 2015 du fait de la poursuite de la contraction enregistrée dans certains des grands pays émergents, malgré la faible reprise dans les pays avancés, a masqué de nombreux risques qui auraient dégradé davantage l'activité économique. Ces risques concernent principalement :

- i) Le ralentissement non contrôlé de la croissance chinoise vers une croissance plus équilibrée qui a menacé les marchés financiers mondiaux et les valeurs des monnaies, qui ont affecté ainsi les partenaires économiques de la Chine par les voies du commerce, des prix des produits de base et de la confiance ;
- ii) la hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire, et l'appréciation accrue du dollar qui aurait eu des effets négatifs sur les bilans des entreprises, et qui aurait augmenté les difficultés de financement dans les pays émergents et en développement ;
- iii) la chute plus importante des prix de produits de base qui aurait creusé davantage les déficits publics dans les pays producteurs déjà fragiles, même si elle aurait profité aux pays importateurs par la stimulation de la

- demande. Cependant, pour ces derniers, la baisse des prix des produits de base aurait accentué le risque de déflation ;
- iv) et l'escalade des tensions géopolitiques qui aurait menacé la stabilité de l'économie mondiale.

Selon le FMI, face aux risques de détérioration de la croissance mondiale, la priorité aurait dû être mise dans l'accroissement dans la production effective et potentielle, en soutenant la demande et en opérant des réformes structurelles.

Ainsi, dans les pays avancés, il a demeuré essentiel de mener une politique monétaire accommodante, de soutenir la reprise, si possible au moyen d'investissements qui aurait accru le capital productif futur, et d'assainir les finances publiques. Tous les pays ont dû s'employer à accroître le taux d'activité et l'emploi tendanciel, à régler les problèmes de surendettement hérités du passé et à réduire les obstacles à l'entrée sur les marchés de produits et de services.

Dans les pays émergents et en développement, les priorités ont varié selon la diversité des situations. De manière générale, ils ont dû poursuivre les réformes structurelles pour s'attaquer à l'insuffisance des infrastructures, mettre en place un climat des affaires dynamique et propice à l'innovation, et mettre en valeur le capital humain. Plus spécifiquement, dans un certain nombre de pays exportateurs de produits de base, il a été nécessaire une diminution des dépenses publiques, conjuguée à un accroissement de leur efficacité, un renforcement des institutions budgétaires et une augmentation des recettes hors produits de base. Pour les pays importateurs nets de produits de base, une surveillance accrue de la dépréciation monétaire qui a accompagné la baisse des entrées de capitaux s'est avérée nécessaire, car elle aurait pu limiter les possibilités d'assouplissement de la politique monétaire pour soutenir la demande.

1.2.- L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PRINCIPAUX PAYS ET ZONES ECONOMIQUES

L'activité économique et les perspectives dans les principaux pays et partenaires économiques en 2015 se présentent comme suit:

Aux **États-Unis**, le PIB réel a légèrement progressé pour s'établir à 2,5% en 2015, contre 2,4% en 2014. Cette progression a été principalement imputable à la politique monétaire accommodante et aux conditions financières qui sont restées favorables, ainsi qu'au renforcement des marchés du logement et du travail. Cependant, la vigueur du dollar a pesé sur l'activité manufacturière, et la baisse des prix du pétrole a réduit l'investissement dans les structures et le matériel minier. L'inflation annuelle est tombée à 0,1% en 2015, contre 1,6% en 2014, et le taux de chômage s'est fixé à 5,3% en 2015, contre 6,2% en 2014.

Au **Japon**, l'activité économique s'est améliorée en 2015. Cette situation s'est expliquée par l'augmentation des rémunérations réelles et la montée des cours des actions qui a résulté de l'assouplissement quantitatif et qualitatif supplémentaire opéré par la Banque du Japon, ainsi que par la baisse des prix du pétrole et des produits de base. Selon le FMI, le taux de croissance est passé de 0,0% en 2014 à 0,6% en 2015. Le taux d'inflation s'est situé à 0,7% en 2015, contre 2,7% en 2014. Quant au marché de l'emploi, le taux de chômage aurait été de 3,5% en 2015, contre 3,6% en 2014.

La croissance s'est consolidée en **Zone Euro** pour s'établir à 1,5% en 2015, contre 0,9% en 2014, portée par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. Ainsi, la Zone Euro a connu une augmentation de la consommation privée et un surcroît d'exportations. Cependant, la situation de l'emploi reste un défi majeur pour la Zone Euro, où le taux de chômage quoique en repli en 2015 s'est situé à 9,6%, contre 10,2% en 2014. Le taux d'inflation s'est situé à 0,2% en 2015, légèrement en dessous du niveau observé en 2014 de 0,4%.

En **Allemagne**, le PIB en termes réels s'est légèrement incliné à 1,5% en 2015, après 1,6% en 2014, en raison principalement du repli des investissements et le ralentissement des exportations, malgré l'accélération de la consommation privée encouragée par les gains de pouvoir d'achat dus à la baisse des prix de l'énergie et à l'instauration du salaire minimum en début d'année 2015, ainsi que par la faiblesse du taux de chômage. Le taux de chômage aurait été de 4,5% en 2015, contre 5,0% en 2014. L'indice des prix à la consommation s'est situé à 0,2% en 2015, contre 0,9% en 2014.

En **France**, la croissance s'est accélérée pour se situer à 1,1% en 2015, contre 0,2% en 2014, sous l'effet du rebond de la production manufacturière et l'accélération de l'activité dans les services marchands. Cependant, l'activité des services a été légèrement impactée en fin d'année par les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Le taux de chômage est resté élevé en 2015 pour se situer à 10,2%, contre 10,3% en 2014. L'indice des prix à la consommation est demeuré faible à 0,1% en 2015, contre 0,6% en 2014.

En **Espagne**, la croissance s'est largement affermie pour se situer à 3,2% en 2015, contre 1,4% en 2014, sous l'effet positif de la dépréciation de l'euro et du repli des cours du pétrole et des autres produits de base. Les faibles taux d'emprunt pour les entreprises et les ménages grâce à la politique monétaire accommodante de la Zone Euro, et la mise en œuvre d'importantes réformes structurelles auraient été également des facteurs de soutien. Cependant, le taux de chômage est resté élevé à 21,8% en 2015, contre 24,5% en 2014, soit en léger repli ; et l'inflation aurait été négative de -0,3% en 2015, en recul par rapport au taux de -0,2% enregistré en 2014.

Dans les **Pays émergents d'Asie** la croissance de l'activité économique a légèrement ralenti en 2015, du fait de la baisse de la croissance en Chine et de la

stagnation en Inde. Cependant, les Pays de l'ASEAN-5¹, ont connu un léger rebond d'activité notamment en Thaïlande, Philippines et Vietnam en raison de la baisse de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics, et du recul des prix du pétrole. Ainsi, le taux de croissance de ces pays est passé de 6,8% en 2014 à 6,6% en 2015. Quant à l'inflation, elle aurait été de 3,0% en 2015, contre 3,5% en 2014.

En **Chine**, la croissance économique a ralenti en 2015, sous l'effet de la poursuite des ajustements progressifs vers une croissance plus lente mais mieux équilibrée. Les réformes structurelles, l'abandon progressif des efforts de relance budgétaire et la poursuite des mesures prudentielles visant à ralentir l'expansion des crédits non bancaires ont situé le taux de croissance à 6,8% en 2015, contre 7,3% l'année précédente. Les prix à la consommation se sont détendus pour se situer à 1,5% en 2015, contre 2,0% en 2014. Quant au chômage, il est resté autour de 4,1%.

S'agissant de l'**Inde**, la croissance s'est maintenue à 7,3% entre 2014 et 2015, suite aux difficultés de faire voter les réformes structurelles indispensables. Cependant, la croissance est restée robuste et a bénéficié du redressement de l'investissement et de la baisse des prix des produits de base. Les pressions inflationnistes sont restées à un niveau élevé, quoiqu'en repli, pour se situer à 5,4% en 2015, contre 5,9% en 2014.

Dans les **pays émergents d'Europe**, la croissance économique s'est améliorée pour se situer à 3,4% en 2015, contre 2,8% en 2014. La région a bénéficié de la baisse des prix du pétrole et de la reprise graduelle dans la zone euro, mais aurait été également affectée par la contraction en Russie et l'impact de l'endettement persistant des entreprises sur l'investissement. L'inflation a fléchi dans la plupart des pays de la région pour se situer à 2,9% en 2015, contre 3,8% en 2014, sous l'effet du recul des prix des produits de base, ainsi que de l'influence de la faible inflation en zone euro.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'est nettement affaiblie en raison des répercussions de la baisse des prix de pétrole et des produits de base, ainsi que du recul de la demande chinoise, principal partenaire commercial de l'Afrique Subsaharienne, et du durcissement des conditions financières mondiales pour les pays de la région. Ainsi, selon le FMI, le taux de croissance du PIB de la région est passé de 5,0% en 2014 à 3,5% en 2015 et passerait à 4,0% en 2016. L'inflation s'est établie à 6,9% en 2015, contre 6,4% en 2014.

S'agissant du **Nigéria**, première puissance africaine en termes de PIB devant l'Afrique du Sud, la croissance a été de 3,0% en 2015, après 6,3% en 2014, en raison de la chute des prix des produits pétroliers. En effet, le secteur pétrolier représente 90% des exportations et 75% des recettes fiscales. Cependant, l'économie est restée dominée en 2015 par un secteur des services dynamique qui a représenté plus de 50% du PIB. La situation sécuritaire est demeurée très instable dans le nord du pays en proie aux attaques

¹ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

du mouvement islamiste radical Boko Haram. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 9,1% en 2015, contre 8,1% en 2014.

En **Afrique du Sud**, la croissance a ralenti en 2015, en raison des problèmes d'approvisionnement en énergie et des faibles prix des produits miniers. Le secteur agricole a été également très affecté par la sécheresse en 2015 et les conséquences du phénomène d'El Niño. Ainsi, le taux de croissance enregistré a été de 1,3% en 2015, contre 1,5 en 2014.

SECTION II.- EVOLUTION DES PRINCIPAUX MARCHES DES CHANGES

1.- Marché Boursiers

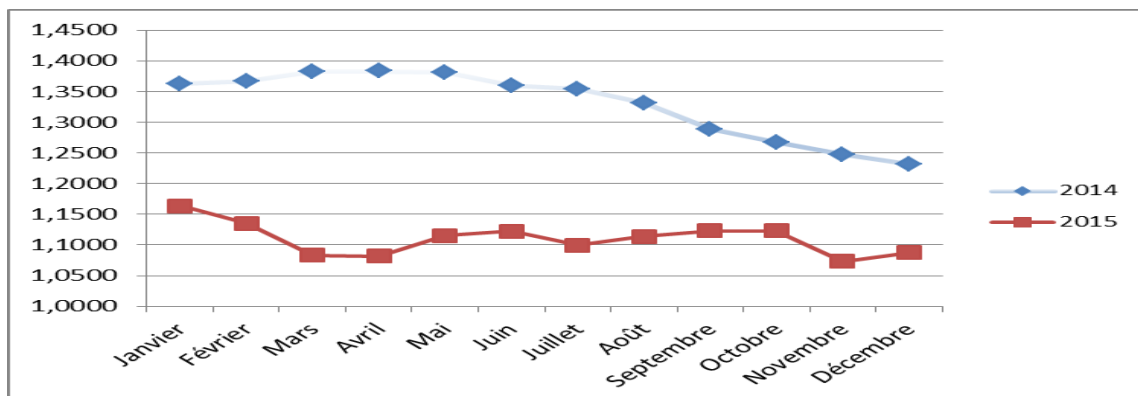
En 2015, les marchés boursiers ont été affectés par des évolutions diverses, influencés par les politiques de baisse des taux des intérêts, les perspectives de la normalisation des taux d'intérêt de la FED, et le scénario du ralentissement de la croissance économique mondiale.

Ainsi, à fin décembre 2015, les principales places boursières ont clôturé la séance en baisse, pénalisées par la rechute des cours du pétrole et d'autres matières premières. En effet, les baisses ont été de 0,79% pour le DJ Eurostoxx (EUR), de 0,52% pour le CAC 40 (FRA), de 0,66% pour le Dow Jones (USA) et de 0,82% pour le Nasdaq (USA). Par contre, le NIKKEI-225 (JAP) a clôturé en hausse de 0,27%.

2.- Marché de change

Sur le marché des changes, l'euro s'est fortement déprécié par rapport au dollar sous l'effet d'une part, des mesures dites d'assouplissement quantitatif prises par la Banque Centrale Européenne, et d'autre part, des perspectives du relèvement des taux d'intérêt par la FED qui aurait fait rebondir le dollar. Ainsi, le taux de change entre l'Euro et le Dollar américain a été de 1,09 dollar pour un euro à fin décembre 2015, contre 1,23 dollar pour un euro à la même période un an plus tôt 2014.

Graphique 1 : Evolution du taux de change euro/dollar



Source : Reuters et SDM de la BEAC.

Le Franc CFA s'est également déprécié par rapport au dollar en raison de son rattachement à la monnaie unique européenne.

Concernant son évolution par rapport aux autres devises, le Franc CFA s'est très légèrement apprécié en glissement annuel de 0,17%, 0,04%, 0,00% respectivement par rapport au yuan chinois, yen japonais et Naira Nigérian.

Tableau 2 : Evolution des taux de change des principales devises

	cours moyen annuel		Variation en %
	2014	2015	
1 CNY (Yuan Chinois) en XAF	80,07	93,97	0,17
1 JPY (Yen Japonais) en XAF	4,67	4,88	0,04
1 NGN (Naira Nigéria) en XAF	2,99	2,99	0,00

Sources : Reuters et SDM de la BEAC.

SECTION III. – MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

En 2015, les cours des matières premières et des principaux produits de base ont été en recul. Ainsi, les cours des denrées alimentaires auraient diminué en raison des récoltes abondantes enregistrées au cours de l'année, ceux du pétrole auraient baissé du fait de la vigueur de l'offre et la faiblesse de la demande. De même, les cours des métaux spéciaux auraient diminué à cause du ralentissement de la demande chinoise et d'une forte augmentation de ces derniers.

En 2015, l'indice des prix des principaux produits de base hors pétrole est resté négatif représentant une baisse de 16,9%, contre une baisse de 4,0% enregistrée au cours de l'année 2014.

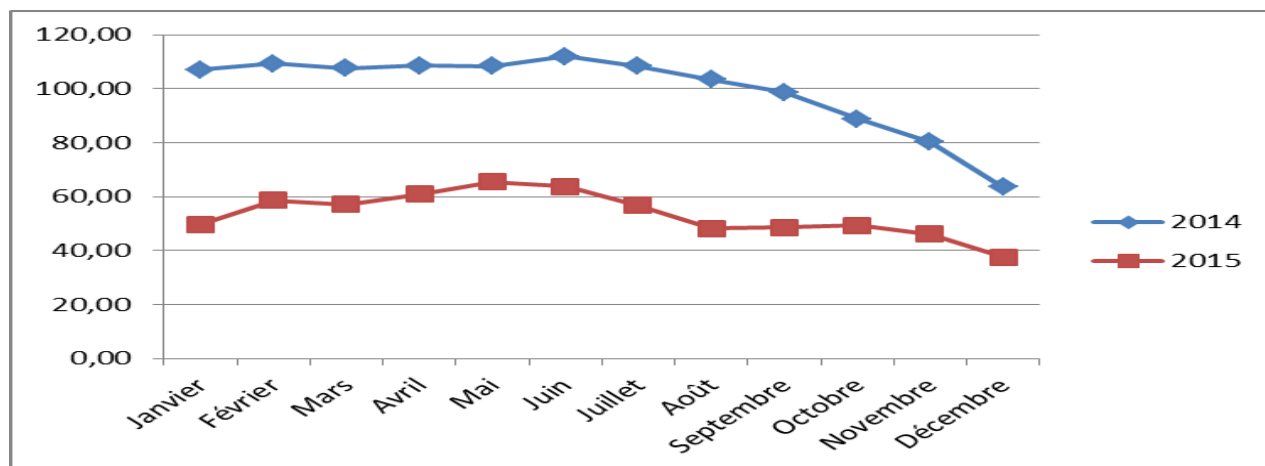
L'évolution des cours des principales matières premières exportées par la **Guinée Equatoriale** ainsi que les perspectives à court terme se présentent comme ci-après.

1. Pétrole

Les cours moyens du baril de Brent ont fléchi en 2015, sous l'effet d'une demande mondiale atone et surtout de l'abondance de l'offre mondiale impulsée notamment par l'utilisation des techniques très élaborées (fracking) pour l'extraction de l'or noir.

Les prix du pétrole brut se seraient retrouvés en deçà du cours moyen observé depuis le début d'année 2011 de 104 dollars environ le baril. Ainsi, les cours mondiaux du pétrole brut se sont établis en moyenne à fin décembre 2015 à 37,5 dollars le baril, contre 63,5 dollars le baril à fin décembre 2014, soit une baisse de 40,9% en glissement annuel.

Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole en 2014/2015



Source : Reuters et SDM de la BEAC

2. Bois tropicaux

En 2015, les prix des bois tropicaux se sont orientés à la baisse, en raison des pressions sur l'offre et la demande de ces produits sur les marchés internationaux. Ainsi, le FMI ont tablé sur un prix des bois de grumes en moyenne annuelle de 246,1 dollars le mètre cube en 2015, contre 282,0 dollars le mètre cube en 2014, en baisse de 12,7%. Sur la même période, le prix moyen des bois transformés s'est également orienté à la baisse passant de 897,9 dollars le mètre cube en 2014 à 834,5 dollars le mètre cube en 2015, soit une baisse de 7,6%.

SECTION IV.- EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC

La croissance en zone CEMAC a fléchi pour se situer à 2,8% en 2015, contre 4,8% en 2014, sous l'effet de la diminution de la demande intérieure. Ainsi, la contribution de la demande intérieure à la croissance a été négative de 11,9% en 2015, contre une contribution positive de 4,5% en 2014. L'inflation dans la sous-région aurait été en-dessous de la norme communautaire pour s'établir à 2,3% en 2015. Les soldes budgétaire et courant se seraient dégradés à - 4,1 % du PIB et -12,0 % du PIB. La situation monétaire s'est soldée par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 81,5 %, en recul de près de vingt points par rapport à 2014.

**Première partie : CONJONCTURE DE L'ECONOMIE
NATIONALE**

INTRODUCTION

La situation économique de la Guinée Equatoriale en 2015, s'est caractérisée par un environnement marqué: (i) au plan externe, par la baisse du cours moyen du pétrole brut équato-guinéen à 47,2 dollars/baril en 2015, contre 92,5 dollars/baril en 2014, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar et la dégradation des termes de l'échange² (-42,1%) ; (ii) au plan interne, par une baisse de 9,3% du secteur des hydrocarbures (pétrole -8,8% et gaz -10,2%), une baisse des dépenses en capital de 29,7%, le dynamisme de la branche des services, avec la tenue de nombreux événements nationaux et internationaux, ainsi qu'une amélioration de 50% du déficit du solde budgétaire, base engagement hors dons, et une baisse des avoirs extérieurs entraînant une diminution du taux de couverture de la monnaie qui s'est établi à 55,87% à fin décembre 2015.

SECTION I. EVOLUTION DANS LE SECTEUR REEL

L'évolution des agrégats macro-économiques du secteur réel en 2015 s'est caractérisée par une baisse d'activité, en raison du repli de la production du pétrole brut et du gaz, de l'effondrement des prix des hydrocarbures et de la contraction de la demande intérieure grevée par la baisse de la consommation privée et la contraction des investissements publics et privés.

Selon la BEAC, le taux de croissance économique est resté négatif à 6,2% en 2015, après avoir été positif de 0,6% en 2014. Le PIB en francs courants s'est établi à 5 353,5 milliards de FCFA en 2015, contre 8 518,2 milliards de FCFA en 2014, avec proportionnellement 74,6% provenant du secteur pétrolier et 25,4% du secteur non-pétrolier.

A - EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

S'agissant de la demande globale, l'activité est restée moins dynamique, en raison du recul de la demande intérieure, avec une contribution négative à la croissance de 29,9 points, conséquence principalement de la baisse de la consommation privée et la réduction des investissements publics et privés.

A.1.- La demande intérieure

En 2015, la récession de la croissance économique s'est expliquée par la détérioration de la demande intérieure (ponction de 29,9 points), sous l'effet de la baisse de la consommation (15,3 points) et des investissements bruts (14,6 points). En effet, la consommation privée a obéré la croissance de 14,7 points et les investissements aussi

² Rapport des quantités exportées aux quantités importées. C'est-à-dire le pouvoir d'achat de biens et services importés qu'un pays détient grâce à ses importations.

bien publics de l'Etat et du secteur pétrolier ont contribué négativement à la croissance de 6,5 points et 7,8 points respectivement.

L'évolution des différentes composantes de la demande intérieure s'est présentée ainsi qu'il suit:

La **consommation globale** a obéré la croissance de 15,3 points, contre une contribution positive de 10,3 points en 2014, sous l'effet notamment de la baisse de la consommation privée qui a grevé la croissance, en relation avec la détérioration du marché du travail, en particulier dans le secteur de BTP et dans le secteur des services pétroliers.

Les **investissements bruts** ont eu à nouveau une contribution négative à la croissance de 14,6 points, contre une contribution toujours négative de 8,6 points en 2014.

Ainsi, les **investissements publics** ont pesé sur la croissance de 6,5 points en 2015, en liaison avec la baisse des dépenses en capital de l'Etat de 29,7% entre 2014 et 2015. Cette baisse était consécutive à l'ajustement budgétaire de l'Etat dans un contexte d'effondrement des prix des hydrocarbures, et l'amorçement de la deuxième phase de diversification économique du Programme Economique et de Développement de la Guinée Equatoriale à l'horizon 2020, dont l'objectif est d'asseoir les bases de l'émergence et de la diversification, plus particulièrement le développement des infrastructures économiques et sociales, la formation des ressources humaines, et l'amélioration de la Gouvernance et l'environnement des affaires. Selon les données de réalisation budgétaire de l'Etat pour 2015, les dépenses en capital ont atteint 1 643,1 milliards de FCFA, soit un taux d'utilisation de 164% par rapport à 1 002,5 prévues au budget rectificatif, et une réduction de 29,7% par rapport aux réalisations de 2014. L'investissement dans le secteur pétrolier a fléchi de 13,4%, passant de 801,0 milliards FCFA en 2014 à 694,0 milliards FCFA en 2015, en relation avec la conjoncture morose du marché international des produits pétroliers.

Les **investissements privés** ont obéré la croissance du PIB de 8,1 points en 2015, contre 5,9 points en 2014, en relation avec la baisse des investissements du secteur pétrolier, grevant la croissance de 7,8 points. En effet, l'effondrement des cours internationaux de pétrole, aurait freiné les projets d'exploration et de développement de nouveaux champs.

A.2.- La demande extérieure nette

L'apport de la **demande extérieure nette** à la croissance en 2015 s'est élevé à 23,7 points, alors qu'il était négatif de 1,1 point en 2014. Cette hausse de la contribution s'est expliquée par la diminution des *importations de biens et services*, en liaison avec la diminution des dépenses d'investissement publics et de la consommation privée.

Tableau 2: Contribution de la demande à la croissance réelle (en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015
							MàJ+	Estim.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4,6%	-2,6%	4,3%	10,2%	-8,0%	0,6%	-10,5%	-6,2%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	1,4%	25,9%	-11,2%	31,2%	-17,7%	1,8%	-53,1%	-29,9%
Consommation	-13,2%	25,5%	-16,9%	17,2%	-6,9%	10,3%	-28,0%	-15,3%
Publique (Etat)	0,2%	0,3%	0,1%	2,0%	0,4%	-0,6%	-0,3%	-0,5%
Privée	-13,4%	25,2%	-17,0%	15,2%	-7,3%	11,0%	-27,7%	-14,7%
Investissements bruts	14,6%	0,4%	5,7%	14,1%	-10,8%	-8,6%	-25,1%	-14,6%
Formation brute de capital fixe	14,6%	0,4%	5,7%	14,1%	-10,8%	-8,6%	-25,1%	-14,6%
Publics	13,1%	-7,8%	0,5%	8,0%	-8,2%	-2,6%	-10,3%	-6,5%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	1,5%	8,2%	5,2%	6,1%	-2,5%	-5,9%	-14,9%	-8,1%
dont Secteur pétrolier	-0,5%	6,8%	4,2%	3,8%	-2,7%	-5,7%	-13,3%	-7,8%
dont Secteur non pétrolier	2,0%	1,4%	1,0%	2,3%	0,2%	-0,2%	-1,5%	-0,3%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	3,2%	-28,4%	15,5%	-21,0%	9,7%	-1,1%	42,7%	23,7%
Exportations de biens et services non facteurs	3,1%	-1,9%	-0,4%	1,1%	-1,2%	0,2%	-0,6%	-0,4%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non facteurs	0,1%	-26,5%	15,9%	-22,2%	10,9%	-1,4%	43,3%	24,1%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...

Source : Administrations nationales et BEAC

B/ ANALYSE SECTORIELLE DE L'OFFRE

S'agissant de l'offre, la contraction de l'activité économique en 2015 s'est observée principalement dans les secteurs primaire et secondaire, en raison de la diminution annuelle de la production pétrolière et du gaz. Le secteur tertiaire aurait été en légère amélioration, tiré notamment par les branches *commerce* et *restauration* et les *services financiers et immobiliers*.

B.1.- Secteur primaire

Les données de la BEAC pour 2015 ont confirmé une contribution négative à la croissance réelle de ce secteur de 3,8 points, alors qu'elle y contribuait positivement en 2014 de 0,8 point. Son poids dans le produit intérieur brut de la Guinée Equatoriale a toujours été prédominant (48,9 points en 2015, contre 53,6 points en 2014). La raison principale de cette évolution a été la diminution de la production et du prix de pétrole brut.

B.1.1.- Les cultures vivrières

En 2015, la contribution à la croissance réelle des cultures vivrières et de subsistance est restée nulle, tout comme en 2014. Les activités agricoles, aussi bien des particuliers que des champs pilotes du Gouvernement sont restées insignifiantes en 2015.

En effet, les agriculteurs privés se sont découragés face aux faibles moyens à leur disposition pour produire, et surtout pour acheminer leurs récoltes dans les grandes villes. Cependant, les travailleurs des champs pilotes du Gouvernement ont cessé de travailler en raison du non-paiement de leurs salaires depuis plus d'un an. Selon les responsables de l'Institut en charge de la promotion agricole (INPAGE), ces arriérés de salaire sont estimés à plus de 110 millions de FCFA et, aucune décision n'a toujours pas été prise par rapport à leur situation, malgré la tournée du Ministre en charge du secteur au 4^{ème} trimestre 2015. Par ailleurs, le budget de fonctionnement de cet organe au titre de l'exercice 2016 n'a pas été augmenté par le Parlement, et donc d'après les Responsables de l'institution, ce budget n'aurait pas permis de couvrir les principaux postes de fonctionnement. Ainsi, l'institution a dû réduire son effectif de 25% en 2015.

Concernant les autres projets, les travaux du centre de conservation des aliments d'Ekuku, et la construction, en partenariat avec la Chine, d'un centre de production de semences à Dumassi (Niefang) se sont poursuivis.

B.1.2.- Les cultures de rente

Concernant les cultures d'exportation, leur contribution à la croissance est restée insignifiante. L'état de dégradation du secteur s'est poursuivi. Des tentatives de relance de la production paysanne ont été réalisées, mais n'ont encore produit aucun résultat. L'effet du « syndrome hollandais » lié à l'exploitation pétrolière continue de peser lourdement sur l'agriculture.

a)- Le Cacao

Les données communiquées par la Chambre de Commerce ont montré que les chiffres de la campagne 2015/2016 se sont élevés à 588 tonnes, contre 669 tonnes atteintes lors de la campagne précédente, soit une baisse de 12,11%. Cette baisse serait expliquée par la mise en application du nouveau prix d'achat fixé dans le décret n° 49/2015 du 28 mai annonçant l'ouverture de la campagne 2015/2016. En effet, le prix d'achat du cacao est jugé trop faible, ce qui ne permet pas de couvrir le cout de production et donc n'avantage pas les producteurs.

Tableau 3: Récolte de Cacao Campagne 2014/2015

PREVISIONS DE LA CAMPAGNE :								
PRIX D'ACHAT INTERNE : qualité I 1,010 FCFA/KG; qualité II 900 FCFA/KG; qualité III 450 FCFA/KG								
PRIX FOB DE REALISATION :								
OUVERTURE DE LA CAMPAGNE : SEPT 2015								
RESULTATS DE LA CAMPAGNE PRECEDENTE :677 TONNES et 673 M. FCFA								
MOIS	Volume mensuel (en tonnes)				Volume cumulé (en tonnes)			
	13/14 (1)	14/15 (2)	15/16 (3)	Variat.(2/3)	13/14 (1)	14/15 (2)	15/16 (3)	Variat.(2/3)
Sept								
Oct	286	100	97	-3,43	286	100	97	-3,43
Nov	79	150	150	-0,28	365	251	247	-1,52
Déc	64	100	91	-10,11	429	351	338	-3,83
Jan	248	318	250	-27,15	677	669	588	-13,75
Fév								
Mars								
Avril								
Mai								
Juin								
Juil								
Août								

Source : Chambre de Commerce Agricole de Bioko

b)- Le Café

L'apport à la croissance de la culture du café est resté insignifiant en 2015. Les coopératives du sous-secteur, ont expliqué que depuis plus de deux ans, l'entité INPAGE, chargé de l'achat, transport et commercialisation du café et du cacao n'a pas effectué de tournée de ramassage dans toute la Région Continentale. Par conséquent, la production a été complètement perdue. Au vu de cette situation, les agriculteurs ont ainsi préféré abandonner les champs, qui d'après eux, ne montraient plus d'espoir.

c)- La noix de coco

En 2015, la production et la commercialisation des noix de coco se sont poursuivies dans la partie côtière de la Région Continentale, cependant aucune statistique n'est disponible sur cette activité. Les responsables d'INPAGE ont assuré cependant l'existence de certaines associations et des personnes physiques spécialisées dans la commercialisation du dit produit.

B.1.3.- L'élevage

En 2015, l'activité de l'élevage la plus remarquable au sein du pays est celle qui se fait dans la ferme d'Asok. En effet, la production des œufs de la ferme a augmenté, passant d'une production journalière de 10.000 œufs/jour à 13.000 œufs/jour dans un intervalle de trois mois. Les responsables ont estimé également que cette production passera à 22.000 œufs/jour au premier trimestre 2016. Cette production s'est écoulée dans les supermarchés des villes environnantes et grâce aux différentes entreprises qui se sont installées dans la partie continentale. S'agissant de la continuité des activités dans ce secteur, la ferme a lancé un projet de production de volailles dans le pays pour la vente aux producteurs locaux.

S'agissant des initiatives privées, une nouvelle ferme vient d'être ouverte au village de SUN Cdo. (Añisok). La capacité de cette ferme était de 2.300 poudeuses. Cependant, les responsables ont fait part de leurs inquiétudes concernant le futur de leur nouvelle activité, en raison des difficultés observées dans l'approvisionnement des aliments des volailles et de la disponibilité de médecins vétérinaires sur le territoire.

Par ailleurs, certains acteurs du secteur ont déclaré que plusieurs sociétés de la place leur apportaient une assistance technique pour la continuation de leur activité. Mais, depuis la cessation des activités de ces dernières dans cette partie de la région, l'assistance proposée s'est également arrêtée.

B.1.4.- La sylviculture

La contribution de cette branche d'activité à la croissance en 2015 est restée de 0,1 points, comme en 2014. En effet, la production de bois a augmenté de 23% dans l'intervalle d'un an, pour atteindre 561 381 m³ de bois en 2015, contre 455 835 m³ de bois en 2014. Ce volume de bois est en augmentation de 23,1% par rapport au plafond de 450.000 m³ prévu par la Loi Forestière. Selon les explications apportées par le Ministère tutelle, la faiblesse des équipes de contrôles désignées pour l'inspection de chaque société ont mené à cette hausse. Pour y remédier, le Ministère a souhaité introduire une exigence du plafond annuel par société et par essence afin d'éviter ces dépassements prévus par la loi. En outre, la Guinée Equatoriale a identifié 82 essences commercialisables de bois.

**Graphique 3 : Production du bois en grume
(Volume en mètres cubes)**

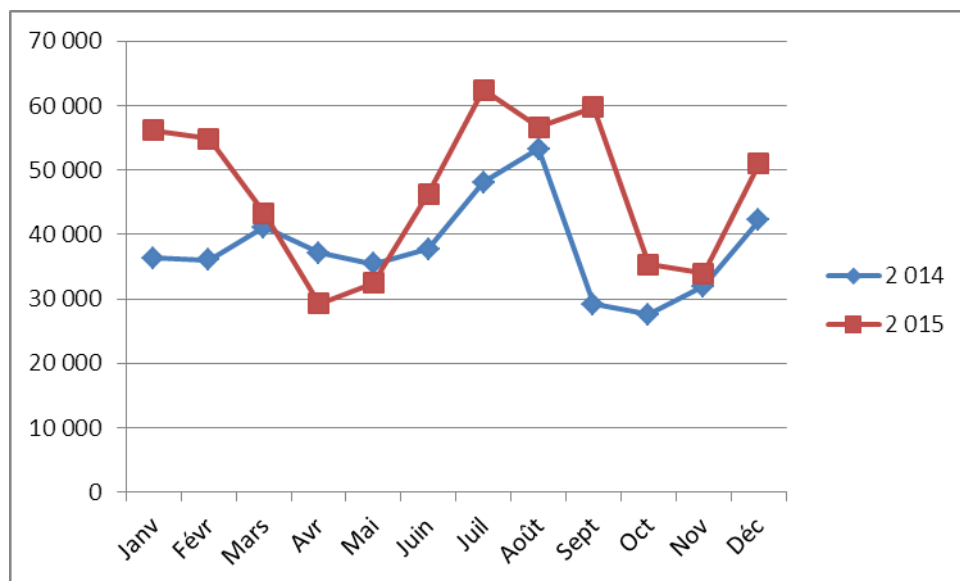


Tableau 4 : Production de bois (volume en mètres cubes)

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2.014	2.015	Var.14/15	Cumul 14	Cumul15	Var.14/15
Janv	36.359	56.188	54,54	36.359	56.188	54,54
Févr	35.980	54.822	52,37	72.339	111.010	53,46
Mars	41.132	43.268	5,19	113.471	154.278	35,96
Avr	37.093	29.257	-21,13	150.564	183.535	21,90
Mai	35.421	32.483	-8,29	185.985	216.018	16,15
Juin	37.673	46.279	22,84	223.658	262.297	17,28
Juil	48.033	62.410	29,93	271.691	324.707	19,51
Août	53.252	56.680	6,44	324.943	381.387	17,37
Sept	29.134	59.687	104,87	354.077	441.074	24,57
Oct	27.580	35.381	28,28	381.657	476.455	24,84
Nov	31.992	33.929	6,05	413.649	510.384	23,39
Déc	42.186	50.996	20,88	455.835	561.380	23,15

Source : OCIEF et Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

Tableau 5 : Exportations de bois en grume (volume en mètre cubes)

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2.014	2.015	Var.14/15	Cumul 2014	Cumul 2015	Var.14/15
Janv	32.230	31.424	-2,50	32.230	31.424	-2,50
Févr	31.924	50.272	57,47	75.153	89.405	18,96
Mars	17.001	16.867	-0,79	92.154	106.272	15,32
Avr	57.671	55.849	-3,16	149.825	162.121	8,21
Mai	19.287	10.968	-43,13	169.112	173.089	2,35
Juin	17.142	42.419	147,46	186.254	215.508	15,71
Juil	3.227	28.078	770,08	189.481	243.586	28,55
Août	42.221	43.223	2,37	231.702	286.809	23,78
Sept	7.921			239.623		
Oct	40.514			280.137		
Nov	38.512			318.649		
Déc	12.955			331.604		

Source : OCIEF et Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

B.1.5.- La Pêche

Dans Les activités de pêche en Guinée Equatoriale sont restées marginales. La contribution à la croissance de ce secteur est demeurée insignifiante en 2015. Une amélioration est attendue avec l'application des mesures prévues dans le Plan Ecuatoguineano de Industrialización (PEGUI), et le suivi des recommandations du symposium sur la diversification économique de février 2014.

Dans cette optique, la Direction Générale de la pêche artisanale a mis en œuvre un plan d'action qui s'est focalisé sur : (i) le renforcement financier du projet BADEA qui regroupe 119 coopératives de pêcheurs, (ii) la finalisation du projet d'usine de conservation de poisson à Malabo (celui de Bata étant déjà finalisé) ainsi que la construction et la mise en place des structures de développement de la pêche continentale dans les villes de Mongomo, Ebebiyin et Evinayong.

Par ailleurs, les données fournies par la Direction Générale de la pêche artisanale ont reflété une augmentation de 14,3% de captures, passant de 383,42 tonnes à fin décembre 2014 à 438,36 tonnes un an plus tard.

Tableau 6 : Evolution de la pêche artisanale

PERIODE	GUINEE EQUATORIALE					
	2014	2015	Var.14/15	Cumul 14	Cumul 15	Var.14/15
Janv	33,6	38,7	15,18	33,6	38,7	15,18
Févr	35,2	40,26	14,38	68,8	78,96	14,77
Mars	32,57	35,57	9,21	101,37	114,53	12,98
Avr	33,57	36,65	9,17	134,94	151,18	12,03
Mai	28,36	34,86	22,92	163,3	186,04	13,93
Juin	32,01	35,01	9,37	195,31	221,05	13,18
Juil	31,77	33,77	6,30	227,08	254,82	12,22
Août	29,97	35,17	17,35	257,05	289,99	12,81
Sept	29,72	34,72	16,82	286,77	324,71	13,23
Oct	31,24	34,24	9,60	318,01	358,95	12,87
Nov	29,69	34,69	16,84	347,7	393,64	13,21
Déc	35,72	44,72	25,20	383,42	438,36	14,33

Source : Ministère de la Pêche

B.1.6.- Les Mines

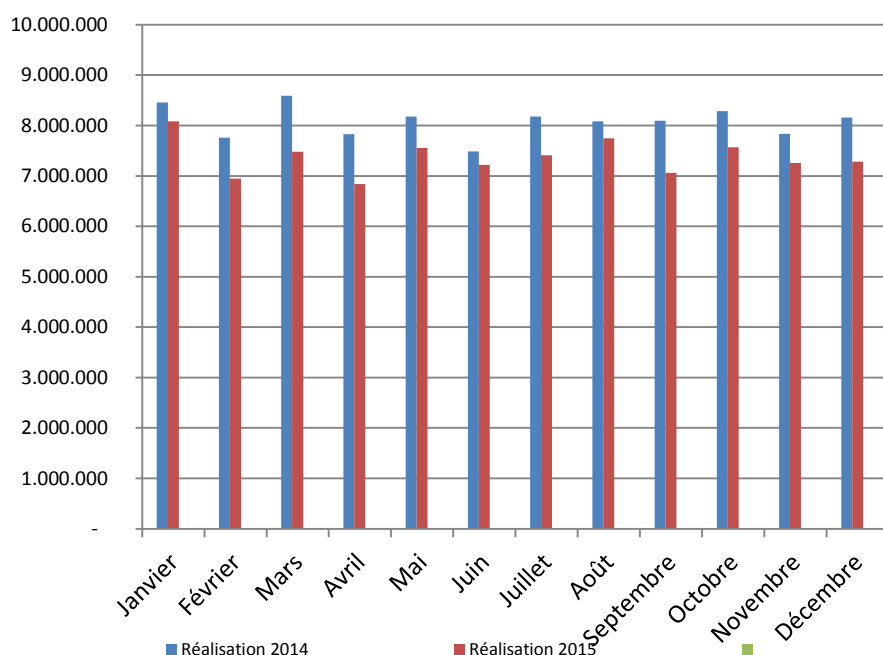
L'exploration de la bauxite menée par la société ARG a été conclue. Actuellement le Ministère est en négociation pour la signature d'un mémorandum d'exploration d'or dans la Région Continentale. Cette exploration permettrait de déterminer dans le futur le type d'exploitation nécessaire dans le pays (industrielle, semi-industrielle ou artisanale).

B.1.7.- Le Pétrole

Cette branche a obéré la croissance de 4,0 points en 2015, en liaison avec la réduction de la production du pétrole brut de 8,7% et la chute des prix des hydrocarbures (le prix du pétrole équato-guinéen s'est situé à 47,2 dollars/baril en 2015, contre 92,5 dollars/baril en 2014), en relation avec l'abondance de l'offre mondiale impulsée par l'utilisation des techniques très élaborées (fracking) pour l'extraction de l'or noir. En effet, l'offre de produits émanant de cette nouvelle technique d'exploitation pétrolière s'est ajoutée à l'offre traditionnelle existante de l'Association des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) qui a souhaité maintenir son niveau de production.

Graphique 4 : Production du pétrole brut en 2014 et 2015

(En barils)



Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Énergie

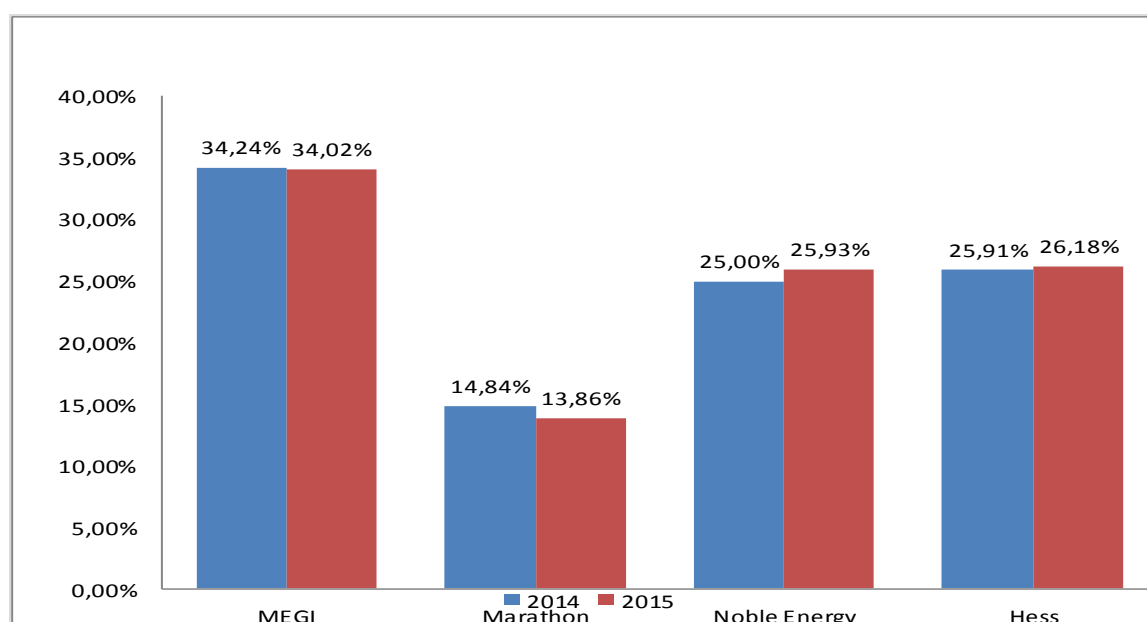
Ainsi, la production par société en 2015 se présente comme suit :

La production d'Exxon-Mobil (34,02 % du total) a diminué de 9,33%, se situant en 82 444,18 barils/jour au 31 décembre 2015, contre 90 931,32 barils/jour douze mois plus tôt. Celle de Marathon (13,86 % du total) est revenue à 33 595,52 barils/jour au 31 décembre 2015, contre 39 411,17 barils/jour au 31 décembre 2014, soit une diminution de 14,76 %. De même, la production de la société Amerada HESS (26,18% du total) s'est située à 63 445,85 barils/jour à fin décembre 2015, contre 68 827,36 barils/jour à fin décembre 2014, soit une baisse de 7,82%. Enfin, la production de Noble Energy (25,94% du total) est passée de 66 399,04 barils/jour au 31 décembre 2014 à 62 845,2 barils/jour au 31 décembre 2015, soit une diminution de 5,65%, due principalement à la réduction de la production du champ ASENG de 17,41%, alors que le Champ ALEN est en augmentation de 13,78%.

En somme, la production journalière moyenne annuelle du pétrole brut de la Guinée Equatoriale est revenue à 242 330,8 barils/jour en 2015, contre 265 568,89 barils/jours en 2014, soit une baisse de 8,75%.

Cependant, malgré la baisse généralisée de tous les champs pétroliers, deux nouveaux puits, Sodalita Oeste et Rodo, ont été découverts par Marathon dans le bloc A-12 courant 2015.

Graphique 5 : Evolution du poids des exploitants dans la production du pétrole brut en 2014/2015



Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Énergie

Tableau 7: Production total cumulée de pétrole brut (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2.014	2.015	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	1.027.701	982.726	8.454.962	8.084.952	-4,38	8.454.962	8.084.952	-4,38
Février	942.855	844.374	7.756.930	6.946.719	-10,44	16.211.892	15.031.671	-7,28
Mars	1.044.471	909.319	8.592.936	7.481.030	-12,94	24.804.828	22.512.701	-9,24
Avril	951.730	831.510	7.829.944	6.840.885	-12,63	32.634.772	29.353.586	-10,05
Mai	993.665	918.890	8.174.948	7.559.771	-7,53	40.809.720	36.913.357	-9,55
Juin	909.838	877.593	7.485.295	7.220.015	-3,54	48.295.015	44.133.372	-8,62
Juillet	994.359	900.625	8.180.660	7.409.499	-9,43	56.475.675	51.542.871	-8,73
Août	982.197	941.264	8.080.600	7.743.846	-4,17	64.556.275	59.286.717	-8,16
Septembre	983.873	857.919	8.094.387	7.058.154	-12,80	72.650.662	66.344.871	-8,68
Octobre	1.007.102	919.896	8.285.497	7.568.049	-8,66	80.936.159	73.912.920	-8,68
Novembre	952.414	881.913	7.835.575	7.255.555	-7,40	88.771.734	81.168.475	-8,56
Décembre	991.959	885.204	8.160.914	7.282.635	-10,76	96.932.648	88.451.110	-8,75

Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Énergie

Tableau 8: Exportation total cumulée de pétrole brut (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2.014	2.015	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	827.387	733.821	7.505.009	8.296.401	10,54	7.505.009	8.296.401	10,54
Février	892.293	552.020	8.042.848	5.924.624	-26,34	15.547.857	14.221.025	-8,53
Mars	945.496	760.324	8.780.870	8.257.629	-5,96	24.328.727	22.478.654	-7,60
Avril	752.327	579.269	6.891.222	7.051.788	2,33	31.219.949	29.530.442	-5,41
Mai	854.653	695.870	7.730.345	7.457.959	-3,52	38.950.294	36.988.401	-5,04
Juin	868.097	592.131	7.776.725	7.172.728	-7,77	46.727.019	44.161.129	-5,49
Juillet	927.595	629.554	8.356.046	6.560.300	-21,49	55.083.065	50.721.429	-7,92
Août	713.884	634.982	6.573.843	7.554.277	14,91	61.656.908	58.275.706	-5,48
Septembre	939.164	747.154	8.427.322	7.797.939	-7,47	70.084.230	66.073.645	-5,72
Octobre	880.628	708.887	7.945.047	7.883.160	-0,78	78.029.277	73.956.805	-5,22
Novembre	842.167	505.605	7.978.861	6.181.674	-22,52	86.008.138	80.138.479	-6,82
Décembre	937.574	746.194	8.414.516	7.807.630	-7,21	94.422.654	87.946.109	-6,86

Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Energie

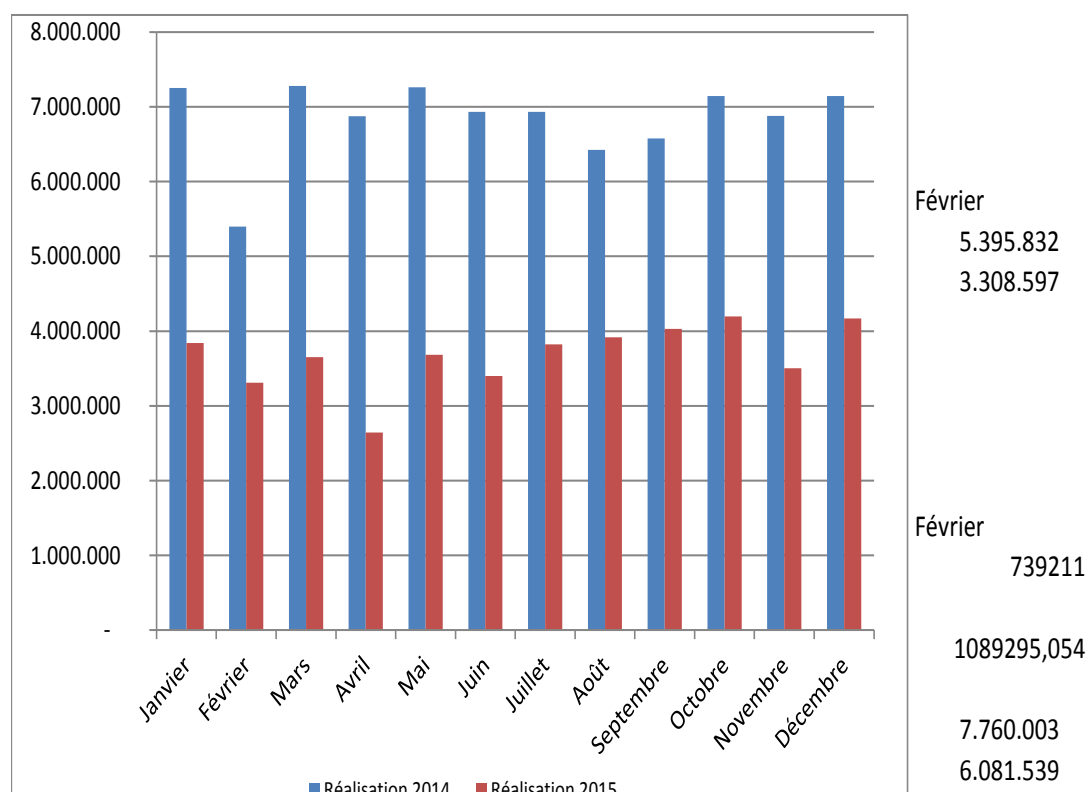
B.2.- Secteur secondaire

Le secteur secondaire a été le deuxième en termes d'importance dans l'économie équato-guinéenne (40,8% du PIB), derrière le secteur primaire (48,9%). La contribution de ce secteur est restée négative de 3,4 points, induite par la réduction de la production du gaz et le recul de la branche des BTP qui ont pesé sur la croissance de 2,9 et 0,8 points respectivement.

B.2.1.- LNG, Méthanol & autres gaz

Les chiffres de la BEAC pour 2015 ont indiqué que la production et les exportations annuelles de la branche « *méthanol et autres gaz* » se sont orientées fortement à la baisse en 2015. Ainsi, les chiffres communiqués par le Ministère des Mines, des Industries et de l'Energie ont montré que la production et les exportations cumulées de gaz (LNG, méthanol, butane et propane) ont diminué de 46,20% et 8,13% respectivement. La production est ainsi revenue à 44,16 millions de barils en 2015, contre 82,09 millions de barils en 2014. S'agissant des exportations, elles se situent à 75,80 millions de barils en 2015, contre 82,51 millions de barils en 2014.

**Graphique 6 : Production de Gaz en 2014/2015
(En barils équivalent pétrole)**



Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Énergie

Tableau 9: Production totale cumulée de gaz (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL			VOLUME CUMULE		
	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	7.251.854	3.838.580	-47,07	7.251.854	3.838.580	-47,07
Février	5.395.832	3.308.597	-38,68	12.647.687	7.147.177	-43,49
Mars	7.277.316	3.651.857	-49,82	19.925.002	10.799.034	-45,80
Avril	6.874.421	2.645.355	-61,52	26.799.424	13.444.389	-49,83
Mai	7.259.499	3.685.306	-49,23	34.058.923	17.129.695	-49,71
Juin	6.931.600	3.399.564	-50,96	40.990.522	20.529.259	-49,92
Juillet	6.930.769	3.821.380	-44,86	47.921.292	24.350.639	-49,19
Août	6.422.961	3.916.213	-39,03	54.344.253	28.266.852	-47,99
Septembre	6.576.710	4.029.537	-38,73	60.920.963	32.296.389	-46,99
Octobre	7.145.938	4.198.083	-41,25	68.066.901	36.494.472	-46,38
Novembre	6.880.025	3.502.925	-49,09	74.946.926	39.997.397	-46,63
Décembre	7.144.854	4.167.582	-41,67	82.091.780	44.164.979	-46,20

Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Énergie

Tableau 10: Exportation totale cumulée de gaz (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2.014	2.015	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	924.588	804.852	7.606.650	6.621.574	-12,95	7.606.650	6.621.574	-12,95
Février	684.459	672.450	5.631.094	5.532.290	-1,75	13.237.744	12.153.864	-8,19
Mars	782.399	808.500	6.436.848	6.651.583	3,34	19.674.592	18.805.447	-4,42
Avril	942.684	562.172	7.755.523	4.625.023	-40,36	27.430.115	23.430.470	-14,58
Mai	822.493	720.396	6.766.707	5.926.747	-12,41	34.196.822	29.357.217	-14,15
Juin	870.508	692.728	7.161.726	5.699.120	-20,42	41.358.548	35.056.337	-15,24
Juillet	901.920	707.594	7.420.153	5.821.421	-21,55	48.778.701	40.877.758	-16,20
Août	668.592	891.339	5.500.553	7.333.107	33,32	54.279.254	48.210.865	-11,18
Septembre	864.718	689.800	7.114.095	5.675.031	-20,23	61.393.349	53.885.896	-12,23
Octobre	909.212	1.060.141	7.480.146	8.721.851	16,60	68.873.495	62.607.747	-9,10
Novembre	806.464	674.584	6.634.836	5.549.850	-16,35	75.508.330	68.157.597	-9,73
Décembre	851.092	929.450	7.001.995	7.646.651	9,21	82.510.325	75.804.248	-8,13

Source : Ministère des Mines et des Industries et de l'Energie

B.2.2- Les industries

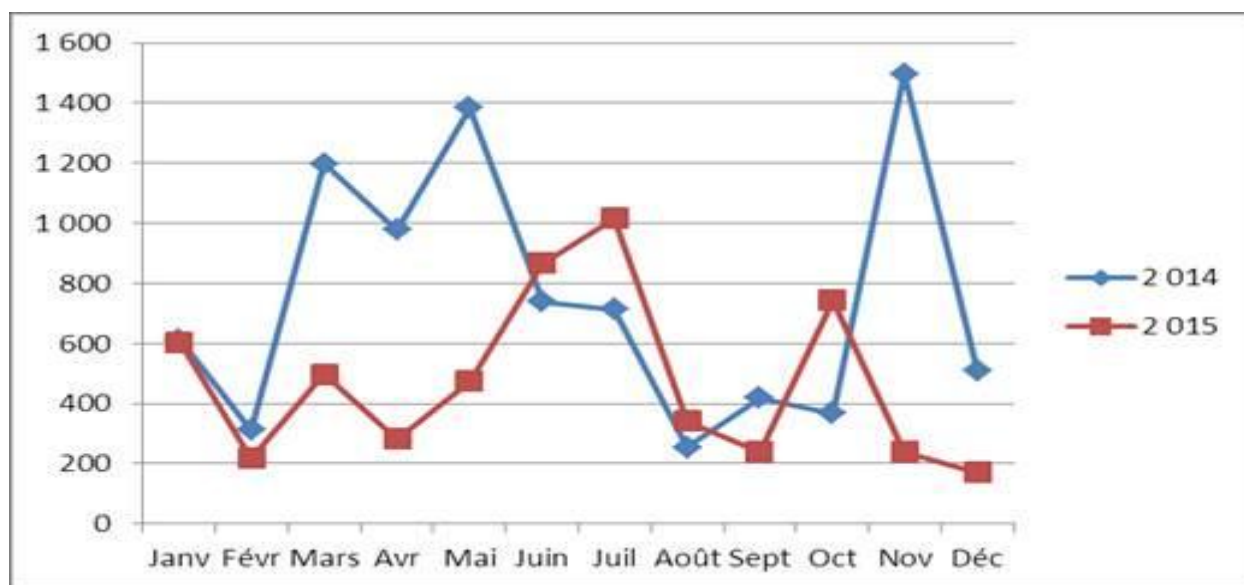
Le programme de création du tissu industrielle n'a pas avancé en 2015. Depuis plus d'un an, aucune nouvelle information concernant le projet du polygone Industriel de Mbini n'a été communiqué. Ce polygone, qui devait participer au développement du secteur, d'une superficie de 20.392.341 m², devrait regrouper les industries sanitaires, pétrochimie, textile, énergie, métallurgie, mécanique, alimentation, boisson, transformation de métal, bois, équipements institutionnels, gestion de déchets, agro-industrielle, élevage, construction, minerais et industrie lourde.

a) Les industries forestières

La contribution des industries forestières à la croissance est demeurée marginale en 2015 comme en 2014. Le volume total du bois transformé et exporté toute essence confondue a atteint 5 694 mètres cubes à fin décembre 2015, contre 8 985 mètres cubes un an plutôt, soit une baisse de 36,63%. Cette baisse de la transformation du bois est liée à l'arrêt temporaire de l'usine de transformation de la société SHIMMER (première société de transformation de bois en Guinée Equatoriale) depuis le début de l'année 2015, en raison d'un problème technique.

Par ailleurs, il est à signaler que le Gouvernement n'a aucune mesure de contrôle du prix à l'international du bois. Ce sont les sociétés exportatrices qui déclarent directement auprès du Gouvernement le volume de bois exporté ainsi que les prix de vente de chaque essence. L'entité en charge du contrôle et information sur les espèces forestières a tenté de regagner son rôle de contrôle en suivant les fluctuations des cours mondiaux de bois par essence.

Graphique 7 : Exportations du bois transformé en 2014 et 2015



Source : OCIPF et Délégation d'Agriculture à Bata

Tableau 11 : Exportation de bois transformé (volume en mètres cubes)

	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2.014	2.015	Var.14/15	Cumul 2014	Cumul 2015	Var.14/15
Janv	613	604	-1,52	613	604	-1,52
Févr	313	217	-30,52	926	821	-11,32
Mars	1.199	497	-58,53	2.125	715	-66,36
Avr	978	283	-71,06	3.103	1.602	-48,39
Mai	1.384	475	-65,67	4.487	2.077	-53,72
Juin	740	866	17,06	5.227	2.943	-43,70
Juil	713	1.017	42,64	5.940	3.960	-33,34
Août	254	343	35,00	6.194	4.303	-30,53
Sept	418	239	-42,82	6.612	4.542	-31,31
Oct	367	743	102,45	6.979	5.285	-24,28
Nov	1.496	239	-84,02	8.475	5.524	-34,82
Déc	510	170	-66,67	8.985	5.694	-36,63

Source : OCIPF et Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

b) La manufacture

L'apport à la croissance des industries manufacturières est resté insignifiant en raison principalement de la baisse des activités de la brasserie SOEGUIBE, de l'arrêt temporaire de la cimenterie ABAYAK en raison d'une panne.

➤ Les activités de brasserie

L'activité de la fabrication des bières par SOEGUIBE s'est à nouveau fortement dégradée en 2015 suite à la concurrence déloyale de la part des importateurs de bières, à des prix moins élevés. Face à cette concurrence, les prix des bières locales n'ont subi aucune modification depuis 12 ans, alors que les matières premières sont en constante évolution. Cette situation pénalise et peut compromettre la vie de la société. Ainsi, les

producteurs locaux ont souhaité que le gouvernement impose un système de quota d'importation et adopte des mesures susceptibles de favoriser la consommation des produits locaux.

Tableau 12 : Production totale de boissons (volume en hectolitres)

PERIODE	2014	2015	Var 14/15	2014	2015	Var 14/15
	Bières			B. Sucrés		
Janvier	10.077	6.153	-38,9	7.178	5.975	-16,8
Février	17.254	14.899	-13,6	13.570	11.813	-12,9
Mars	24.802	22.187	-10,5	21.256	18.179	-14,5
Avril	30.190	29.559	-2,1	28.934	24.143	-16,6
Mai	39.726	36.336	-8,5	34.499	29.692	-13,9
Juin	49.688	45.810	-7,8	40.445	34.836	-13,9
Juillet	55.661	53.222	-4,4	45.848	39.335	-14,2
Août	67.156	60.664	-9,7	51.910	43.954	-15,3
Septembre	76.663			56.972		
Octobre	82.481			62.690		
Novembre	91.302			67.023		
Décembre	102.323			72.661		

Source : SOEGUIBE

Tableau 13 : Commercialisation cumulée de boissons (valeur en millions de FCFA)

PERIODE	2014	2015	Var 14/15	2014	2015	Var 14/15
	Bières			B. Sucrés		
Janvier	575.733			295.330		
Février	1.151.466			590.660		
Mars	1.572.606			899.411		
Avril	1.979.029			1.205.912		
Mai	2.413.332			1.484.248		
Juin	3.030.043			1.728.241		
Juillet	3.391.599			1.937.515		
Août						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						

Source : SOEGUIBE

➤ *La Cimenterie*

L'activité de la fabrication du ciment est restée suspendue en 2015, en raison d'une panne technique de l'usine. Le ciment utilisé dans le pays provenait directement de la chine, ainsi que des sociétés importatrices Okomar et Imex installées à Malabo et à Bata.

➤ *L'usine de fabrication d'huile à Ekwameyen*

La date de démarrage des activités de l'usine d'Ekwameyen n'est toujours pas connue deux ans après la fin des travaux de la construction. L'usine a surmonté les problèmes de la connexion électrique et d'eau qui avaient freiné le démarrage mais à l'heure actuelle, aucune nouvelle concernant le début d'activité de fabrication de farine à base de maïs et des aliments de bétail n'a été communiqué.

B.2.3.- L'électricité, gaz domestique et eau

La branche énergie, gaz et eau a contribué pour 0,3 point à la croissance en 2015, en hausse par rapport à 0,2 point en 2014. Les données de la Direction Générale de l'Energie indiquent que la production du courant électrique est passée de 851,74 Gwh en 2014 à 915,65 Gwh en 2015, soit une hausse de 7,50%. Le dynamisme de cette branche a été tiré par l'amélioration des conditions d'offre dans l'ensemble du territoire.

Par contre, la Région Continentale a été marquée au deuxième semestre 2015 par des coupures d'électricité, en raison de l'assèchement du fleuve Wele qui alimente en eau la Centrale de DJIBLOHO. Ainsi, la centrale de DJIBLOHO a eu une production moyenne de 30 MW alors que son potentiel est supérieur à 120 MW. Ce problème devrait être réglé dans l'avenir avec la finalisation du projet de construction de l'unité de rétention d'eau.

Tableau 14: Production totale cumulée d'électricité (volume en Gwh)

PERIODE	2014	2015	Var.14/15	Cumul 2014	Cumul 2015	Var.14/15
Janv	67,76	77,27	14,03	67,76	77,27	14,03
Févr	68,23	73,26	7,37	135,99	150,53	10,69
Mars	76,03	80,06	5,30	212,02	230,59	8,76
Avr	70,95	78,90	11,21	282,97	309,49	9,37
Mai	77,21	82,30	6,59	360,18	391,79	8,78
Juin	71,90	79,45	10,50	432,08	471,24	9,06
Juil	69,30	67,84	-2,11	501,38	539,08	7,52
Août	64,55	63,94	-0,95	565,93	603,02	6,55
Sept	70,32	71,14	1,17	636,25	674,16	5,96
Oct	72,51	80,76	11,38	708,76	754,92	6,51
Nov	71,49	79,27	10,88	780,25	834,19	6,91
Déc	71,49	81,46	13,95	851,74	915,65	7,50

Source : Direction General de l'énergie et Segesa

S'agissant de la fourniture de gaz domestique, la diminution enregistrée au premier semestre, s'est inversée au deuxième semestre 2015 du fait de la mise en service du nouveau terminal à gaz construit par Sonagas, Marathon et Noble Energy. Ce nouveau terminal de 9.000 m² et d'une capacité de 1800 bouteilles/jour viendra en remplacement de celui construit en 1997 sur une superficie de 500 m² et une capacité de 400 bouteilles/jour. En définitive, les données au 31 décembre 2015 font ressortir une augmentation de 137,7% passant de 127 611 bouteilles de gaz en 2014 (4 095 530 kg) à 303 292 bouteilles de gaz vendues en 2015 (7 497 332 kg).

Tableau 15 : Commercialisation totale du gas domestique en 2014/2015
(Volume en bouteilles et kg)

PERIODE	2014	2015	Var 14/15 en %	2014	2015	Var 14/15 en %
	Volume en kg			Volume en bouteilles		
Janvier	291.012	162.328	-44,2	11.546	11.751	1,8
Février	665.692	334.534	-49,7	24.692	24.428	-1,1
Mars	1.089.030	546.945	-49,8	37.538	36.793	-2,0
Avril	1.421.060	695.265	-51,1	48.884	47.142	-3,6
Mai	1.754.466	860.253	-51,0	60.671	59.068	-2,6
Juin	2.076.668	1.068.532	-48,5	71.513	74.290	3,9
Juillet	2.478.229	2.102.351	-15,2	84.880	110.972	30,7
Août	2.809.565	3.205.864	14,1	96.359	149.789	55,4
Septembre	3.116.815	4.314.826	38,4	106.464	189.200	77,7
Octobre	3.467.446	5.423.162	56,4	117.985	228.824	93,9
Novembre	3.781.787	6.499.274	71,9	128.426	267.702	108,4
Décembre	4.095.530	7.497.332	83,1	127.611	303.292	137,7

Source: Direction Generale Sonagas

Tableau 15 : Commercialisation totale du gas domestique en 2014/2015
(Valeur en FCFA)

PERIODE	2014	2015	Var 14/15 en %	2014	2015	Var 14/15 en %
	Valeur Mensuelle			Valeur Cumulée		
Janvier	49.581.200	50.070.400	1,0	49.581.200	50.070.400	1,0
Février	70.545.100	52.928.400	-25,0	120.126.300	102.998.800	-14,3
Mars	69.621.000	58.687.600	-15,7	189.747.300	161.686.400	-14,8
Avril	52.746.000	45.427.000	-13,9	242.493.300	207.113.400	-14,6
Mai	48.932.600	65.103.100	33,0	291.425.900	272.216.500	-6,6
Juin	48.515.600	75.858.700	56,4	339.941.500	348.075.200	2,4
Juillet	58.210.500	160.598.400	175,9	398.152.000	508.673.600	27,8
Août	47.437.200	165.525.500	248,9	445.589.200	674.199.100	51,3
Septembre	43.872.600	167.402.420	281,6	489.461.800	841.601.520	71,9
Octobre	50.742.800	169.547.600	234,1	540.204.600	1.011.149.120	87,2
Novembre	45.902.200	165.619.600	260,8	586.106.800	1.176.768.720	100,8
Décembre	58.063.600	152.747.300	163,1	644.170.400	1.329.516.020	106,4

Source: Direction Generale Sonagas

B.2.4- Les bâtiments et travaux publics (BTP)

En 2015, cette branche a obéré négativement à la croissance de 0,8 point en raison de l'utilisation optimale du budget d'investissement public, en liaison avec la diminution des prix du pétrole brut qui affecte fortement le budget de l'Etat, ne favorisant pas le renouvellement du cahier de commande des chantiers publics. En effet, selon les réalisations à fin décembre 2015, les dépenses d'investissements ont été de 1 643,07 milliards de FCFA (taux de réalisation de 164% par rapport à 1 002,5 milliards de FCFA prévu dans le budget rectificatif), contre 2 338,3 milliards de FCFA de réalisations en 2014, soit une baisse de 29,73%.

B.3.- Secteur tertiaire

La participation du secteur tertiaire à la croissance en 2015 a été positive mais faible (0,9 point), en hausse par rapport à 0,5 point enregistrée en 2014. Cette légère augmentation est imputable à une hausse des activités de commerce, de la restauration et d'hôtellerie.

3.1.- Commerce, restauration et hôtellerie

L'apport des activités du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie à la croissance globale s'est situé à 0,5 point en 2015, contre un apport de 0,2 point en 2014, en liaison avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en début d'année, la conférence sur l'Ebola, l'ouverture du Grand Hôtel Djibloho, et autres grands événements tant nationaux qu'internationaux.

Par ailleurs, le Grand Hotel Djibloho inauguré en 2015 a été construit sur une superficie de 10 hectares, avec une capacité de 452 chambres et 50 villas présidentielles. Pour une meilleure rentabilité de ce complexe hôtelier, les acteurs du secteur ont souhaité que le gouvernement assouplisse les conditions d'accès au visa pour la clientèle internationale, en marge de l'organisation des événements internationaux.

3.2.- Trafic aérien

En 2015, selon les données fournies par l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), le nombre de mouvements des avions dans les aéroports de Guinée Equatoriale s'est inscrit à la baisse de 15,7% passant de 252 098 vols en 2014 à 212 410 vols douze mois plus tard en liaison avec l'utilisation des appareils de grande taille. Par contre, le nombre de passagers a augmenté de 3,0% pour se situer à 8 138 431 passagers en 2015, contre 7 900 538 passagers douze mois plus tôt.

Tableau 16 : Evolution du trafic total aérien en Guinée Equatoriale 2014/2015

Nombre cumulé de vols commerciaux			Nombre cumulé de passagers			Frêt et Postes cumulé (en tonnes)		
2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15
3.139	3.637	15,86	102.604	123.037	19,91	135	15	-89,00
9.269	10.000	7,89	287.289	437.425	52,26	506	1.298	156,62
18.398	19.023	3,40	569.863	777.394	36,42	965	1.812	87,82
30.247	30.636	1,29	950.691	1.205.865	26,84	1.586	3.401	114,46
44.900	44.544	-0,79	1.423.711	1.746.947	22,70	2.486	4.246	70,77
62.305	60.872	-2,30	1.999.448	2.392.821	19,67	3.591	5.754	60,23
85.992	80.253	-6,67	2.696.227	3.166.861	17,46	5.082	7.238	42,43
112.822	102.284	-9,34	3.517.349	4.058.506	15,39	6.818	2.699	-60,42
142.699	126.451	-11,39	4.453.600	5.047.582	13,34	8.727	2.890	-66,89
175.978	152.784	-13,18	5.488.168	6.127.196	11,64	10.786	3.236	-69,99
212.291	181.366	-14,57	6.596.017	7.301.551	10,70	12.994	3.341	-74,29
252.098	212.410	-15,74	7.900.538	8.138.431	3,01	12.994	3.434	-73,57

Source : ASECNA

3.3.- Trafic portuaire

L'activité portuaire a clôturé l'année 2015 en baisse. Cette tendance baissière s'est observé dans l'ensemble des ports du pays. Ainsi, les données reçues des Administrations des Ports de Malabo et de Bata ont montré que le trafic portuaire national s'est réduit de 13,61%, se situant à 2 769 327 tonnes enregistrées en 2015, contre 3 205 679 tonnes enregistrées un an auparavant. Au total, les embarquements ont diminué de 16,06% se situant à 1 287 481 tonnes de marchandises en 2015, contre 1 533 789 tonnes en 2014. De l'autre côté, les débarquements se sont aussi réduits de 11,37%, se situant à 1 481 846 tonnes en 2015, contre 1 671 890 tonnes de marchandises douze mois auparavant.

Tableau 17 : Trafic total portuaire en Guinée Equatoriale en 2014/2015 (en tonnes)

Mois	M A L A B O			B A T A			N A T I O N A L		
	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15
Janv	186.232	122.305	-34,33	101.485	80.414	-20,76	287.717	202.719	-29,54
Févr	307.039	188.901	-38,48	218.689	197.701	-9,60	525.728	386.602	-26,46
Mars	498.837	256.981	-48,48	362.623	358.963	-1,01	861.460	615.944	-28,50
Avr	648.153	406.187	-37,33	499.800	461.124	-7,74	1.147.953	867.311	-24,45
Mai	792.518	532.436	-32,82	604.418	563.285	-6,81	1.396.936	1.095.721	-21,56
Juin	964.085	678.701	-29,60	669.225	665.446	-0,56	1.633.310	1.344.147	-17,70
Juil	1.112.205	850.449	-23,53	786.446	757.626	-3,66	1.898.651	1.608.075	-15,30
Août	1.279.499	986.360	-22,91	915.167	870.559	-4,87	2.194.666	1.856.919	-15,39
Sept	1.398.766	1.092.572	-21,89	1.025.164	960.174	-6,34	2.423.930	2.052.746	-15,31
Oct	1.609.701	1.272.527	-20,95	1.101.460	1.025.044	-6,94	2.711.161	2.297.571	-15,26
Nov	1.705.448	1.389.873	-18,50	1.243.715	1.170.835	-5,86	2.949.163	2.560.708	-13,17
Déc	1.880.069	1.485.791	-20,97	1.325.610	1.283.536	-3,17	3.205.679	2.769.327	-13,61

Source : Administration Portuaire

Tableau 18 : Embarquements en Guinée Equatoriale en 2014/2015 (en tonnes)

Mois	M A L A B O			B A T A			N A T I O N A L		
	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15
Janv	135.194	74.365	-44,99	36.977	11.442	-69,06	172.171	85.807	-50,16
Févr	55.127	17.090	-69,00	16.716	20.503	22,65	244.014	123.400	-49,43
Mars	142.708	16.422	-88,49	34.938	33.189	-5,01	421.660	173.011	-58,97
Avr	108.083	102.807	-4,88	48.645	33.189	-31,77	578.388	309.007	-46,57
Mai	97.909	91.021	-7,04	18.525	33.189	79,16	694.822	433.217	-37,65
Juin	104.082	104.259	0,17	21.878	33.189	51,70	820.782	570.665	-30,47
Juil	102.901	95.769	-6,93	17.446	26.136	49,81	941.129	692.570	-26,41
Août	95.947	95.083	-0,90	26.293	45.730	73,92	1.063.369	833.383	-21,63
Sept	55.197	63.838	15,65	28.364	26.428	-6,83	1.146.930	923.649	-19,47
Oct	144.083	140.948	-2,18	34.172	13.122	-61,60	1.325.185	1.077.719	-18,67
Nov	55.904	86.393	54,54	5.814	35.544	511,35	1.386.903	1.199.656	-13,50
Déc	126.583	57.465	-54,60	20.303	30.360	49,53	1.533.789	1.287.481	-16,06

Source : Administration Portuaire

Tableau 20 : Débarquements en Guinée Equatoriale

Mois	M A L A B O			B A T A			N A T I O N A L		
	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15	2014	2015	Var. 14/15
Janv	51.038	47.940	-6,07	64.508	68.972	6,92	115.546	116.912	1,18
Févr	65.680	49.506	-24,63	100.488	96.784	-3,69	281.714	263.202	-6,57
Mars	49.090	51.658	5,23	108.996	128.073	17,50	439.800	442.933	0,71
Avr	41.233	46.399	12,53	88.532	68.972	-22,09	569.565	558.304	-1,98
Mai	46.456	35.228	-24,17	86.093	68.972	-19,89	702.114	662.504	-5,64
Juin	67.485	42.006	-37,76	42.929	68.972	60,67	812.528	773.482	-4,81
Juil	45.219	75.979	68,02	99.775	66.044	-33,81	957.522	915.505	-4,39
Août	71.347	40.828	-42,78	102.428	67.203	-34,39	1.131.297	1.023.536	-9,53
Sept	64.070	42.374	-33,86	81.633	63.187	-22,60	1.277.000	1.129.097	-11,58
Oct	66.852	39.007	-41,65	42.124	51.748	22,85	1.385.976	1.219.852	-11,99
Nov	39.843	30.953	-22,31	136.441	110.247	-19,20	1.562.260	1.361.052	-12,88
Déc	48.038	38.453	-19,95	61.592	82.341	33,69	1.671.890	1.481.846	-11,37

Source : Administration Portuaire

B.3.4.- Le trafic routier transfrontalier

La fermeture officielle des frontières terrestres intervenue en fin d'année 2015, n'a pas favorisé l'obtention de l'information transfrontalière nécessaire. Cependant, les responsables des postes transfrontaliers ont confirmé une tendance à la hausse des activités avant la fermeture.

B.3.5.- Télécommunications

Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile et à l'internet en Guinée Equatoriale s'est situé à 726 374 et à 16 184 en 2015 respectivement. Cette performance a été réalisée par GETESA, MUNI et GECOMSA, les trois opérateurs en téléphonie mobile en Guinée Equatoriale.

Tableau 21: Evolution totale du nombre des abonnés en téléphonie mobile en Guinée Equatoriale

PERIODE	TOTAL MENSUEL			TOTAL		
	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	652.761	520.268	-20,30	652.761	520.268	-20,30
Février	665.581	528.003	-20,67	1.318.342	1.048.271	-20,49
Mars	660.821	536.003	-18,89	1.979.163	1.584.274	-19,95
Avril	677.426	543.350	-19,79	2.656.589	2.127.624	-19,91
Mai	678.802	550.081	-18,96	3.335.391	2.677.705	-19,72
Juin	682.302	557.018	-18,36	4.017.693	3.234.723	-19,49
Juillet	687.690	565.698	-17,74	4.705.383	3.800.421	-19,23
Août	692.370		-100,00	5.397.753	3.800.421	-29,59
Septembre	693.598		-100,00	6.091.351	3.800.421	-37,61
Octobre	704.129		-100,00	6.795.480	3.800.421	-44,07
Novembre	715.270		-100,00	7.510.750	3.800.421	-49,40
Décembre	726.374		-100,00	8.237.124	3.800.421	-53,86

Source : Sociétés de Télécommunications

Tableau 22 : Evolution totale du nombre d'abonnés internet en Guinée Equatoriale

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2.014	2.015	var 14/15	2.014	2.015	Var. 14/15
Janvier	15.711	14.840	-5,54	15.711	14.840	-5,54
Février	15.674	14.878	-5,08	31.385	29.718	-5,31
Mars	15.791	14.905	-5,61	47.176	44.623	-5,41
Avril	15.814	14.920	-5,65	62.990	59.543	-5,47
Mai	16.024	14.949	-6,71	79.014	74.492	-5,72
Juin	15.861	14.971	-5,61	94.875	89.463	-5,70
Juillet	15.959	14.984	-6,11	110.834	104.447	-5,76
Août	15.839		-100,00	126.673	104.447	-17,55
Septembre	16.009		-100,00	142.682	104.447	-26,80
Octobre	16.357		-100,00	159.039	104.447	-34,33
Novembre	16.460		-100,00	175.499	104.447	-40,49
Décembre	16.184		-100,00	191.683	104.447	-45,51

Source : Direction Générale de Chaque entreprise et/ou Ministère des Telecom

B.3.6.- La distribution des produits pétroliers

La vente de pétrole raffiné en Guinée Equatoriale par les sociétés TOTAL et GEPetrol a diminué au cours de l'année 2015, en liaison avec la baisse des activités dans le secteur BTP et la réduction des dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau 23 : Evolution de la vente totale des produits pétroliers en Guinée Equatoriale 2014/2015 (volume en litres)

PERIODE	2014					2015				
	Essence	Gasoil	Jet AI	Pétrole	TOTAL	Essence	Gasoil *	Jet AI	Pétrole	TOTAL
Janvier	3.226.000	7.188.051		1.227.145	11.641.196	3.225.709	6.654.406		421.154	10.301.269
Février	6.111.553	12.714.599		1.664.645	20.490.797	5.264.940	12.676.147		563.233	18.504.320
Mars	9.154.838	18.975.744		1.949.645	30.080.227	8.336.208	18.940.732		938.360	28.215.300
Avril	12.413.038	24.635.672		2.286.645	39.335.355	11.122.790	23.533.114		1.311.659	35.967.563
Mai	15.320.038	31.088.512		2.547.645	48.956.195	13.729.522	28.275.164		1.737.048	43.741.734
Juin	17.593.038	37.645.696		2.852.645	58.091.379	16.196.904	32.023.032		2.082.427	50.302.363
Juillet	20.819.038	46.526.569		3.286.645	70.632.252	19.004.631	36.502.550		2.416.453	57.923.634
Août	24.406.038	54.667.951		3.748.645	82.822.634	21.786.636	40.954.411		2.753.863	65.494.910
Septembre	27.655.038	63.076.126		4.119.645	94.850.809	24.596.732	45.646.857		3.109.485	73.353.074
Octobre	31.115.038	69.857.385		4.501.645	105.474.068	27.344.585	49.715.391		3.487.105	80.547.081
Novembre	34.364.038	78.265.560		4.872.645	117.502.243	29.782.345	53.102.591		3.767.261	86.652.197
Décembre	37.613.038	86.673.735		5.243.645	129.530.418	31.218.377	56.553.768		3.904.392	91.676.537

Source : Gepetrol ,Total et Ministère des Mines, des Industries et de l'Energie

Tableau 24: Commercialisation cumulée des produits pétroliers en Guinée Equatoriale 2014/2015 (valeur en FCFA)

PERIODE	2014					2015				
	Essence	Gasoil	Jet AI	Pétrole	TOTAL	Essence	Gasoil *	Jet AI	Pétrole	TOTAL
Janvier	1.548.480	2.515.818		263.836	4.328.134	1.551.340	2.979.718		112.298	4.643.356
Février	2.933.545	4.450.110		357.899	7.741.554	2.533.320	5.722.898		148.935	8.405.153
Mars	4.394.322	6.641.510		419.174	11.455.006	4.017.128	8.508.141		237.852	12.763.121
Avril	5.958.258	8.622.485		491.629	15.072.372	5.357.837	10.435.188		328.986	16.122.011
Mai	7.353.618	10.880.979		547.744	18.782.341	6.618.818	12.432.278		420.444	19.471.540
Juin	8.444.658	13.175.994		613.319	22.233.971	7.810.316	13.926.560		507.750	22.244.626
Juillet	9.993.138	16.284.299		706.629	26.984.066	9.175.350	15.732.641		596.965	25.504.956
Août	11.714.898	19.133.783		805.959	31.654.640	10.513.135	17.470.566		669.508	28.653.209
Septembre	13.274.418	22.076.644		885.724	36.236.786	11.869.859	19.457.539		745.966	32.073.364
Octobre	14.935.218	24.450.085		967.854	40.353.157	13.189.608	21.095.698		827.154	35.112.460
Novembre	16.494.738	27.392.946		1.047.619	44.935.303	14.365.193	22.471.340		887.387	37.723.920
Décembre	18.054.258	30.335.807		1.127.384	49.517.449	15.054.707	24.086.223		916.870	40.057.800

Source : *GEpetro, Total et Ministère des Mines, des Industries et de l'Energie*

B.3.7- Les assurances

Malgré le potentiel du secteur, la situation déjà timide s'est dégradée davantage en lien avec l'état du secteur des entreprises de BTP.

La diminution des investissements de l'Etat sur le secteur de BTP a provoqué la mise en arrêt de certains équipements et engins, impliquant ainsi la révision des contrats d'assurances. Pour relancer les activités du secteur, les sociétés d'assurance ont insisté sur la nécessité de l'Etat pour la mise en application effective du décret numéro 28/2008 portant obligation de l'assurance responsabilité civile aux véhicules terrestre à moteur et différents grands travaux.

Par ailleurs, les acteurs du secteur se sont plaint du non-respect des procédures d'indemnisation des victimes, et ont proposé au Gouvernement de lancer périodiquement une campagne publique de sensibilisation en matière d'assurance.

Tableau 25: Contribution de l'offre à la croissance réelle(En pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015
							MàJ+	Estim.
Secteur primaire	-9,0%	-3,9%	-1,3%	3,6%	-6,1%	0,8%	-3,9%	-3,8%

Agriculture	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	-0,1%	0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pétrole	-9,0%	-4,1%	-1,2%	3,5%	-6,1%	0,7%	-4,0%	-4,0%
Secteur secondaire	12,5%	-0,4%	4,1%	4,4%	-1,4%	-0,8%	-7,1%	-3,4%

Méthanol et Autres Gaz	10,7%	-2,6%	2,6%	0,1%	0,5%	0,0%	-4,3%	-2,9%
Industries manufacturières	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, gaz et eau	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
Construction	1,7%	2,0%	1,4%	4,1%	-2,0%	-1,0%	-3,2%	-0,8%
Secteur tertiaire	0,4%	0,9%	0,9%	0,9%	-0,1%	0,5%	0,9%	0,9%

Commerce, restaurant et hôtel	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,5%	0,5%
Transports et télécommunications	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Services financiers et immobiliers	0,2%	0,4%	0,6%	0,4%	-0,3%	0,0%	0,1%	0,1%
Administrations publiques	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,1%
Autres services	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PIB au coût des facteurs	3,9%	-3,4%	3,7%	8,9%	-7,7%	0,5%	-10,1%	-6,3%
Taxes nettes sur les produits	0,7%	0,8%	0,6%	1,3%	-0,3%	0,2%	-0,4%	0,2%
PIB à prix constants	4,6%	-2,6%	4,3%	10,2%	-8,0%	0,6%	-10,5%	-6,2%
Pour mémoire								

. Secteur pétrolier	1,7%	-6,7%	1,4%	3,7%	-5,6%	0,7%	-8,2%	-6,9%
. Secteur non pétrolier	2,9%	4,1%	2,9%	6,5%	-2,3%	0,0%	-2,2%	0,7%

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

SECTION II- PRIX, EMPLOIS ET SALAIRES

A - ANALYSE DES PRIX

Depuis le quatrième trimestre 2015, la responsabilité de l'élaboration et de la publication de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) est passée de la Direction Générale de Statistiques et des Comptes Nationaux à l'Institut National de Statistiques de Guinée Equatoriale (INEGE). Les dernières données disponibles datent du 30 juin 2015 et présentent une baisse de l'indice général des prix à la consommation (IPC) de 2,0% en 2015, contre 4,3% en 2014, influencé par la baisse du pouvoir d'achat des ménages, résultant de la réduction du volume d'emploi dans le BTP qui affecte directement la consommation finale.

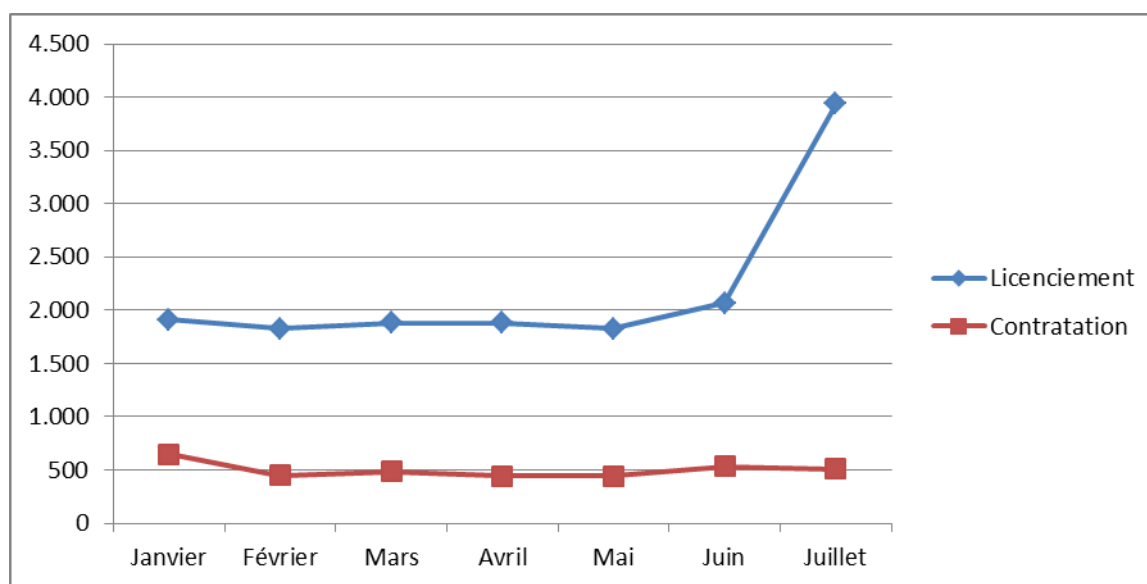
B - ANALYSE DE L'EMPLOI

La production des statistiques de l'emploi en Guinée Equatoriale reste à un stade embryonnaire. Cependant, diverses actions sont menées par les autorités du secteur, afin de conduire la politique gouvernementale de l'emploi.

Ainsi, le décret-loi n° 2/2005 du 09 mai portant sur les fonctionnaires civils a été renouvelé par le décret-loi n°2/2014 du 28 juillet avec pour objectif de doter l'administration publique des professionnels compétents, familiarisés avec la manipulation des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Par ailleurs, la situation de l'emploi dans le secteur privé en 2015 a été caractérisée par des tensions sur le secteur de bâtiment et travaux publics, ainsi que le secteur des services pétroliers. Ces secteurs ont dû licencier de nombreux employés, en raison de la diminution des chantiers de l'Etat d'une part, et de la diminution de la production et de l'investissement dans le secteur pétrolier, conséquence de la baisse des prix des hydrocarbures. Les dernières données communiquées par la Direction Générale de l'Emploi arrêtées au 31 juillet 2015, font état de 15 329 licenciements, contre 8 783 licenciements dans la même période de l'année 2014. Par ailleurs, les embauches se sont aussi repliées entre juillet 2014 et juillet 2015 se situant à 3 524 travailleurs de plus à fin juillet 2015, contre 3 853 au 31 juillet 2014, soit une baisse de 8,5%.

Graphique 7 : EVOLUTION DE LA SITUATION DE L'EMPLOI EN 2015



Source : Direction Général de l'emploi

C - ANALYSE DES SALAIRES

L'article 64 de la Loi n° 10/2012 du 24 décembre indique que le salaire minimum interprofessionnel garanti doit être révisé sur une période de trois ans. Sur cette base, le Ministère du Travail après avoir noté l'expiration pour trois dernières années du décret n°121/2011 du 05 décembre 2011, vient de publier un nouveau décret n°30/2016 dans lequel, compte tenu de la situation de récession de l'économie mondiale, le salaire minimum interprofessionnel garanti pour la Guinée Equatoriale serait maintenu à 117.304 FCFA pour la période 2014/2016.

SECTION III - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

A – EXECUTION BUDGETAIRE

Les recettes totales recouvrées à fin décembre 2015 se situent à 2 070,7 milliards de FCFA en 2015 (taux de réalisation de 151,0% par rapport au budget rectificatif), contre

2 583,4 milliards recouverts en 2014, soit une réduction de 20%. De l'autre côté, les dépenses totales enregistrées s'élèvent à 2 331,4 milliards de FCFA (132% du taux de réalisation par rapport au budget rectificatif), contre une réalisation budgétaire de 3 102,1 milliards de FCFA en 2014, soit une réduction de 25%. En définitive, le solde budgétaire, base engagement hors dons est ressorti déficitaire à 260,6 milliards de FCFA en 2015, en nette amélioration par rapport à 518,7 milliards de FCFA en 2014.

Tableau 26 : Exécution budgétaire au 31 décembre 2015
(En millions de FCFA)

	BUDGET EXECUTION 2 014 (a)	BUDGET REVISE 2 015 (b)	VARIATION en % (b)/(a)	REALISATION au 31-déc-15 (c)	TAUX REALISATION 31-déc-15
RECETTES TOTALES	2 583 413	1 371 399	-47%	2 070 739	151,0%
Recettes pétrolières	2 302 402	1 046 149	-55%	1 731 109	165%
Recettes non pétrolières	281 011	325 250	16%	339 630	104%
*Recettes fiscales	177 562	160 846	-9%	213 751	133%
*Recettes non fiscales	103 449	164 404	59%	125 879	77%
DEPENSES TOTALES	3 102 120	1 772 576	-43%	2 331 388	132%
Dépenses courantes	763 784	770 069	1%	684 529	89%
Salaires	112 345	127 459	13%	121 165	95%
Biens et Services	416 964	372 989	-11%	344 839	92%
Dépenses Financières	916	1 650	80%	75	5%
Transferts et Subventions	184 455	212 971	15%	188 085	88%
Interêts	49 104	55 000	12%	30 365	55%
Dépenses en Capital	2 338 336	1 002 507	-57%	1 646 859	164%
Autres dépenses					
SOLDE BUDGETAIRE (Base engagements)	-518 707	-401 177	-23%	-260 649	65%

Source : Ministère des Finances et du Budget

B - DETTE PUBLIQUE

Au 31 décembre 2015, le montant total de dette accordé à la Guinée Equatoriale s'élève à 1 913 624,7 millions de FCFA, sur lequel 1 220 713 millions de FCFA ont été déjà utilisé, soit 63,8% du total. Les remboursements cumulés ont atteint 600 340 millions de FCFA à fin 2015 (49,1% de la dette utilisée). Ainsi, au 31 décembre 2015, le solde par rapport à la dette utilisé hors intérêts s'élève à 620 373 millions de FCFA.

Tableau 27 : Situation de la dette extérieure au 31 décembre 2015*(En millions de FCFA)*

DESIGNATION	MONTANT	UTILISATION	PAIEMENTS	ARRIERES	SOLDE
MULTILATERALE	133 200,5	72 183,8	30 312,2	0,0	41 871,7
- BAD	47 934,9	4 268,4	467,9	0,0	3 800,6
- FAD	36 639,6	25 144,3	8 088,4	0,0	17 055,9
- IDA	33 575,8	31 279,4	13 666,9	0,0	17 612,5
- FIDA	7 029,4	4 791,4	1 845,3	0,0	2 946,2
- Banque Arabe de Développement Eco, Afrique	6 184,2	5 089,6	4 633,1	0,0	456,5
- Fond Kuwaiti	1 836,6	1 610,6	1 610,6	0,0	0,0
BILATERALE	1 780 424,2	1 148 529,3	570 027,9	0,0	578 501,4
Club de Paris	874,7	874,7	451,2	0,0	423,4
- COFAGE (France)	439,6	439,6	285,6	0,0	154,0
- Fédération Ruse	435,0	435,0	165,6		269,4
Hors Club de Paris	1 779 549,6	1 147 654,7	569 576,7	0,0	578 078,0
- Chine	15 732,3	15 732,3	0,0	0,0	15 732,3
- Exim Banck Chine	1 763 817,3	1 131 922,4	569 576,7	0,0	562 345,7
DETTE PRIVEE	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	1 913 624,7	1 220 713,2	600 340,1	0,0	620 373,0

Source : Ministère des Finances et du Budget – Direction de la Caisse Autonome d'Amortissement

DEUXIEME PARTIE : SITUATION MONETAIRE

SECTION I. – LE MARCHE MONETAIRE

1. A - Rappel des principes généraux

La politique monétaire menée par la Banque Centrale est celle définie par son Comité de Politique Monétaire. Ce Comité fixe les principes généraux des opérations auxquelles procède la Banque Centrale dans le cadre du Marché Monétaire ainsi que de la stratégie de gestion des réserves de change.

Pour implémenter sa politique monétaire, la BEAC utilise le mécanisme des taux d'intérêts ainsi que le Marché Monétaire. S'agissant du fonctionnement du Marché Monétaire, la BEAC joue un double rôle qui consiste à injecter et à ponctionner les liquidités, conformément aux objectifs poursuivis par la politique monétaire. L'instrument réserves obligatoires est également utilisé.

Les interventions de la Banque Centrale tiennent compte de l'Objectif de Refinancement de chaque pays membre arrêté par les Autorités, à la faveur d'un exercice de Programmation Monétaire qui s'effectue trois fois dans l'année. Les objectifs monétaires et de crédit arrêtés pour l'année sont révisables semestriellement.

En tenant compte de l'Objectif de Refinancement proposé et arrêté par les Comité de Politique Monétaire, les avances de la BEAC au titre des deux Guichets « A » et « B » cessent dès lors que leur montant cumulé atteint l'Objectif de Refinancement.

Au cours de l'année 2015, le Comité de Politique Monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a effectué deux réunions ordinaires dans la Salle du Conseil du Siège de la Banque Centrale à Yaoundé (République du Cameroun). La première a défini l'Objectif de Refinancement de la Guinée Equatoriale de 60 Milliards de FCFA à 120 milliards de FCFA, pour le deuxième et troisième trimestre 2015 et la deuxième réunion a été arrêtée à 240 milliards de FCFA pour le quatrième trimestre 2015.

Les éléments qui suivent retracent les principales évolutions constatées au cours de l'exercice 2015.

1. B - Injection de liquidités

a) - Évolution du Guichet A

a.1) Accord de classement

Entre le 1^{er} Janvier au 31 décembre 2015, la CCEIBANK-G.E. a bénéficié du renouvellement de son accord de classement à court terme de 150 milliards de FCFA sur la signature SOMAGEC au taux de 2,45% (Décision n° 01/CPM/2015 du 09 juillet 2015). Ce renouvellement a été effectué en date du 04 juin 2015.

a.2) Appels d'offres positifs

Il est à signaler que seule la CCEIBANK-G.E. a soumissionné aux Appels d' Offres Positifs au cours de l'année 2015. Des 53 demandes de placements (de l'Appel d'Offres n°01 au n°53 de l'année 2015), cinquante-deux (53) ont été accordées.

Les différents tableaux ci-dessous récapitulent les placements et les intérêts liés aux effets primaires déposés.

a.3) Interventions au titre des Prises en Pension

Au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, l'Institut d'Émission a accordé, en faveur de la CCEI BANK GE, une injection de liquidité à titre de la **prise en pension** d'un montant de 30 000 millions d'une durée de 7 jours, avec la date de valeur le 09//07/2015 au taux de 4,7%.

a.4) Interventions Ponctuelles

Entre le 1^{er} Janvier au 31 décembre 2015, la CCEI-Bank G.E. est l'unique établissement de crédit ayant sollicité et bénéficié **des Interventions Ponctuelles** (de l'Intervention Ponctuelle n° 01 au n° 07) de la Banque Centrale sur la période comprise entre le 1^{er} février et le 31 mai 2015.

a.5) Avances exceptionnelles garanties par les Certificats de Placements

Au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la Banque Centrale n'a octroyé aucune **avance exceptionnelle** garantie par la remise de certificats de placement.

a.6) Avances au taux de pénalité

Aucun encours au titre des **avances au taux de pénalité** n'a été enregistré par la BEAC entre le 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

b) - Evolution du Guichet B

Au cours de la période allant du 31 janvier au 31 décembre 2015, aucune intervention de la Banque Centrale en faveur des établissements de crédit sur le **Guichet B** n'a été enregistrée.

Le taux d'intérêt applicable aux avances du Guichet « B » (CMT irrévocables) est passé de 3.500% au premier semestre 2015 à 3.2500 % pour le deuxième semestre 2015.

Afin de dynamiser ce compartiment, deux décisions ont été prises par le Comité de Politique Monétaire pour élargir les effets admis en garantie pour le refinancement. Il s'agit des décisions n° 04/CPM/2013 et n° 05/CPM/2013 du CPM du 31 octobre 2013,

qui admettent les effets financiers, dont les titres publics en garantie des opérations de refinancement de la BEAC.

c) - Avances en Compte Courant au Trésor

Au cours de la même période, le Trésor Public a bénéficié d'une **avance en Compte Courant** 516 679 500 000 FCFA effectué le 01 décembre 2015, dont la somme payé par le Trésor Public au titre des intérêts s'élève à 1 075 118 028 à la fin de l'année 2015.

Conformément à l'accord de principe de réduction des plafonds statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012, le Comité de Politique Monétaire, en sa séance du 18 décembre 2014, a réaffirmé son attachement au principe d'extinction progressive des avances statutaires aux Etats. Toutefois, il a décidé de maintenir en 2015, à titre exceptionnel et provisoire, les niveaux atteints au 31 décembre 2013 des plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux.

Par ailleurs, lors de la session extraordinaire du 07 août 2015 à Yaoundé, république du Cameroun, le Conseil d'Administration de la BEAC a fixé le plafond des avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté la RCA dont le montant du plafond est adossé à titre exceptionnel sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

Tableau 28 : Situation avances en comptes courant au Trésor

Montant accordé	Période	Taux	Intérêts générés	Statut
369 363 000 000	janvier/2015	2,95	925 431 407	Impayé
369 363 000 000	février/2015	2,95	835 873 529	Impayé
369 363 000 000	31 mars/2015	2,95	925 431 407	Impayé
46 171 500 000	31 mars/2015	2,95	85 828 391	Impayé
415 534 500 000	avril/2015	2,95	1 007 528 856	Impayé
415 534 500 000	mai/2015	2,95	1 041 113 151	Impayé
415 534 500 000	Juin/2015	2,95	1 007 528 856	Payé
415 534 500 000	Juillet/2015	2,95% (de 01/07 au 10/07/15)	302 258 657	Payé
		2,45% (de 10/07 au 31/07/15)	613 624 919	Payé
415 534 500 000	Août/2015	2,45	864 653 295	Payé
101 145 000 000	Août/2015	2,45	27 156 740	paiement partiel*
516 679 500 000	Sept/2015	2,45	1 040 436 801	Impayé
516 679 500 000	Octobre/2015	2,45	1 075 118 028	Payé
516 679 500 000	Novembre/2015	2,45	1 040 436 801	Payé
516 679 500 000	Décembre/2015	2,45	1 075 118 028	Payé

* Un montant de 763,3 millions a été payé au titre des intérêts.

Dans la période allant du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2015, dans le cadre du marché de titres publics, le Trésor équato-guinéen a procédé à deux (02) émissions du Bons du Trésor Assimilable (BTA). La 1^{ère} émission du (BTA) à 52 semaines pour un volume de 5 milliards de FCFA a été émise le mercredi 09 septembre 2015 et la 2^{ème} émission (BTA) à 52 semaines pour un volume de 10 milliards remboursable en un an a été émise le mercredi 23 décembre 2015.

Pour la 1^{ère} émission, l'activité dans ce marché a connu la participation de quatre (04) établissements de crédit (CCEI-Bank G.E, BANGE, ECOBANK GE et BGFI-Bank GE) de la place qui ont soumissionné à hauteur de 15 milliards. Cependant, la concurrence par les taux proposés a permis d'adjuger 4 000 BTA à BGFI-Bank GE et 1 000 BTA à BANGE, soit un montant total servi de 4 milliards et 1 milliard de FCFA respectivement au taux limite de 1,50% du volume levé.

Pour la 2^{ème} émission, l'activité dans ce marché a connu la participation de trois (03) établissements de crédit (CCEI-Bank G.E, BANGE, et Ecobank G.E) de la place qui ont soumissionné à hauteur de 14 milliards. Cependant, la concurrence par les taux proposés a permis d'adjuger la totalité des 10.000 BTA à BANGE, soit un montant total servi de 10 milliards au taux limite de 1,70% du volume levé.

1. C- Ponctions de liquidités (Appels d'offres négatifs)

Au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, une banque de la place a soumissionné aux **Appels d'offres négatifs**. Cet Appel d'offre a été rejeté.

A - ÉVOLUTION DU MARCHÉ INTERBANCAIRE

Les établissements de crédit de la Guinée Equatoriale n'ont pas effectué des opérations dans **le compartiment interbancaire** au cours de la période sous revue.

B - ÉVOLUTION DU TAUX D'INTÉRÊT

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, le Comité de Politique Monétaire s'est réuni deux (2), en la séance du 25/03/ 2015 et 09/07/ 2015 à Yaoundé.

Cependant, les taux d'intervention de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ont été réaménagés par la Décision du Comité de Politique Monétaire N° 01/CPM/2015 du 09/07/2015. Ils se présentent comme suit :

a) Taux débiteurs :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO).....**2, 45%** (au lieu de 2,95%) ;
- Taux d'Intérêt des Prises en Pension (TIPP)..... **4, 20%** (au lieu de 4,70%) ;
- Taux de Pénalité aux Banques (TPB).....**10,00%** (inchangé) ;

- Taux des avances aux Trésors à l'intérieur du plafond statutaire.....**2,45%** (au lieu de 2,95%) ;
- Taux des avances aux Trésors au-delà du plafond statutaire.....**10,00%** (inchangé).

b) Taux créditeurs (TISP) :

- Taux Créditeur Minimum.....**2,45%** (inchangé).

Taux d'Intérêts sur placements

- **Placements à 7 jours**...0,00% (inchangé) ;
- **Placements à 28 jours**.....0,0625% (inchangé) ;
- Placements à 84 jours.....**0,125%** (inchangé).

C - ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS PUBLICS PAR LA BEAC

Au cours des deux semestres de l'année 2015, la grille de rémunération des dépôts publics par la Banque Centrale qui est caractérisée par les décisions du Comité de Politique Monétaire n° 01/CPM/2014 et n° 02/CPM/2014 du 08 juillet 2014 sont demeurés inchangés. Ces décisions ont pris effet à compter du 09 juillet 2014 et ont été présentées comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de Réserve pour les Générations Futures (TISPP₀).....0,40% (inchangé) ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP₁)..... 0,05% (inchangé) ;
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP₂).....0,00% (inchangé).

Tableau 29 : Intérêts versés ou à verser au trésor équato-guinéen sur le compte « TRÉSOR FONDS DE STABILISATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES »

Mois	Solde à la fin du mois	Taux d'intérêts	Intérêts versés ou à verser
Janvier	10 000 000 000	0,05%	410 959
Février	10 000 000 000	0,05%	383 562
Mars	10 000 000 000	0,05%	424 658
Avril	10 000 000 000	0,05%	410 959
Mai	10 000 000 000	0,05%	424 658
Juin	10 000 000 000	0,05%	410 959
Juillet	10 000 000 000	0,05%	410 959
Août	10 000 000 000	0,05%	424 658
Septembre	10 000 000 000	0,05%	410 959
Octobre	36 163 000 000	0,05%	1 535 689
Novembre	36 163 000 000	0,05%	1 486 151
Décembre	36 163 000 000	0,05%	1 535 690
TOTAL			8 269 861

Source : BEAC

Tableau 30 : Intérêts versés ou à verser au trésor équato-guinéen sur le compte « TRÉSOR FONDS DES RESERVES POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES »

Mois	Solde à la fin de la période	Taux d'intérêts	Intérêts versés ou à verser
Au 31 Déc. 2015	89 654 695 269	0,40%	267 324 001
Total	89 654 695 269		267 324 001

Source : BEAC

D - ÉVOLUTION DES COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES

Conformément à la Décision n° 02/CPM/2009 du 23 mars 2009, les coefficients de Réserves Obligatoires applicables aux banques des pays de la CEMAC se présentent comme suit:

A.- Banques du groupe I (Etats en situation de liquidité abondante): Congo et Guinée Equatoriale

Coefficient applicable aux dépôts à vue : **14%**;
Coefficient applicable aux dépôts à terme : **10,50%**.

B.- Banques du groupe II (Etats en situation de liquidité satisfaisante): Cameroun et Gabon

Coefficient applicable aux dépôts à vue : **11,75%** ;
Coefficient applicable aux dépôts à terme : **9,25%**.

C.- Banques du groupe III (Etats en situation de liquidité suffisante): Tchad

Coefficient applicable aux dépôts à vue : **7,75%** ;
Coefficient applicable aux dépôts à terme : **5,25%**.

Les banques de la **République Centrafricaine** restent exemptées de l'application des réserves obligatoires, la liquidité dans ce pays demeurant fragile.

Par ailleurs, le taux de rémunération des réserves obligatoires est demeuré inchangé à **0,05%**.

SECTION II. – AGREGATS MONETAIRES

La situation des agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale au 31 décembre 2015 par rapport à la même période l'année précédente, s'est caractérisée par la dégradation de la position extérieure globale, la reprise du crédit intérieur dans son ensemble et une diminution des agrégats de la monnaie au sens large.

Au 31 décembre 2015, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 47,57% par rapport à la situation de l'année 2014, conséquence de la baisse des recettes liées aux exportations des hydrocarbures.

Le crédit intérieur a globalement repris dans son ensemble entre décembre 2014 et décembre 2015, expliquée notamment par la baisse de la position nette créditrice de l'Etat vis-à-vis du système bancaire de 71,55%, ainsi qu'à la hausse des concours à l'économie de 14,01%.

La masse monétaire au sens large (M2) a enregistré une baisse de 23,00% au cours de la période sous revue.

Tableau 31 : Situation monétaire résumée

(en millions de F CFA)

	nov-13	nov-14	déc-14	2015				VARIATION
				MARS	JUIN	NOVEMBRE	DECEMBRE	DEC 15/14
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 127 397	1 728 428	1 629 105	1 360 463	1 306 620	888 727	854 073	-47,57%
CREDIT INTERIEUR	- 262 641	753 051	353 997	531 980	446 767	937 136	933 119	163,60%
Crédit à l'Etat	- 1 235 923	- 174 407	- 618 905	- 468 123	- 575 015	- 131 613	- 176 055	-71,55%
Crédit à l'Economie	973 282	927 458	972 902	1 000 103	1 021 782	1 068 749	1 109 174	14,01%
TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 864 756	2 481 479	1 983 102	1 892 443	1 753 387	1 825 863	1 787 192	-9,88%
MONNAIE ET QUASI-MONNAIE	1 881 332	1 577 778	1 826 921	1 562 519	1 361 144	1 469 683	1 406 693	-23,00%
AUTRES RESSOURCES	208 737	280 440	280 440	329 924	392 243	356 180	380 499	35,68%

Source: BEAC

TROISIEME PARTIE : SITUATION BANCAIRE ET FINANCIERE

SECTION I – SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

Le réseau bancaire et financier de la Guinée Equatoriale est composé d'un institut d'émission, de cinq banques et trois établissements de micro finance.

L'Institut d'Emission, qui est la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dispose d'une Direction Nationale à Malabo et d'une Agence à Bata. Le 08 Juillet 2015 a été posé la première pierre de la future agence de la BEAC à Ebebiyin.

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques commerciales en activité au 31 décembre 2015. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le réseau bancaire compte 27 agences détenues par ordre d'importance par BANGE avec (9), suivie de la CCEI BANK (7), la SGBGE (5), la BGFI GE (5) et ECOBANK GE (1).

L'essentiel du réseau bancaire est concentré dans la capitale Malabo avec 13 agences et Bata et intérieurs le reste.

Les établissements de micro finance répertoriés sont composés de :

Un établissement de microfinance de 1^{ère} catégorie :

- LA FINANCIERE DE GUINEE EQUATORIALE (FIGESA)

Deux établissements de micro finance de 2^{ème} catégorie :

- LA COMPANIA FINANCIERA DE GUINEA ECUATORIAL (CFGE SA)
- ATOM FINANCE (FINANCE GE.SA)

II - LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

La **situation comptable** définitive de la Banque au **31 décembre 2015**, comparée à la définitive du 31 décembre 2014, est caractérisée par une contraction des **avoirs extérieurs bruts** qui s'établissent à **731,65 milliards**, contre 1 575,72 milliards un an auparavant, soit une baisse de **844,07 milliards (- 53,57 %)**.

Les **engagements à vue** ont baissé de **644,78 milliards**, se situant à **1 309,50 milliards** au 31 décembre 2015, contre 1 954,28 milliards au 31 décembre 2014, soit une diminution de **32,99 %**.

Le **taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs** de la Guinée Equatoriale a fléchi de 24,76 points et se situe à **55,87 %** en décembre 2015 contre 80,63 % douze mois plus tôt.

Le taux de couverture de la Zone CEMAC a été de **81,48 %** à fin décembre 2015.

A L'ACTIF

A fin décembre 2015, les **disponibilités extérieures** ont fléchi de **54,56 %**, passant de 1 550,10 milliards au 31 décembre 2014 à **704,33 milliards** au 31 décembre 2015. Cette baisse s'explique principalement d'une part, par la diminution du Compte d'Opérations qui a décréu de **46,99 %** en glissement annuel, pour se situer à **355,88 milliards** au 31 décembre 2015 contre 671,39 milliards douze mois plus tôt, soit une baisse de **315,52 milliards** et d'autre part, par la baisse des autres avoirs extérieurs gérés par la Salle des Marchés (**-62,37 %**).

Les **créances brutes de la Banque Centrale** sur l'Etat Equato-guinéen au 31 décembre 2015 concernent pour l'essentiel, les avances en compte courant qui ont augmenté de **147,32 milliards (+39,88%)**. Ils passent de 369,36 milliards au 31 décembre 2014 à **516,68 milliards** au 31 décembre 2015. Il convient de noter que la totalité des intérêts de l'exercice 2015 (11,87 milliards) sur les avances en compte courant a été réglée par le Trésor Equato-Guinéen.

Les **créances sur les banques** de la Guinée Equatoriale se situent à **90 milliards** au 31 décembre 2015. Elles sont consécutives à l'avance sur Appels d'Offres Positifs du 24/12/2015 en faveur de la CCEI BANK GE. Au cours de la période sous revue, les autres banques de la Guinée Equatoriale à savoir BGF BANK GE, SGB GE, BANGE et ECOBANK GE n'ont pas contracté d'engagements envers la BEAC.

Les **Avoirs en DTS** de la Guinée Equatoriale auprès du FMI ont accru de **1,10 milliards** à fin décembre 2015. Ils s'établissent à **17,66 milliards** au 31 décembre 2015 contre 16,56 milliards un an auparavant, soit une augmentation de **6,65 %**.

AU PASSIF

La **circulation fiduciaire** s'établit à **255,86 milliards** à fin décembre 2015 contre 320,07 milliards un an plus tôt, soit une baisse de **64,21 milliards (- 20,06 %)**.

Les **dépôts du Trésor et des Comptables Publics** ont chuté de **33,73 %**. Ils se situent à **325,56 milliards** au 31 décembre 2015 contre 491,28 milliards un an auparavant. Cette diminution est consécutive principalement à la baisse des dépôts spéciaux de **167,92 milliards (- 78,22 %)**.

Les **dépôts des banques et institutions financières** auprès de l'Institut d'Emission ont connu une diminution au cours de la période sous revue. Ils passent de 1 140,31 milliards en décembre 2014 à **727,30 milliards** en décembre 2015, soit une baisse de **413,00 milliards (- 36,22 %)**, due essentiellement à la baisse des comptes courants des banques (- **41,42 %**).

Tableau 32 : Situation comptable de la BEAC a l'ACTIF (en millions de FCFA)

RUBRIQUES ACTIF	2015					TOTAL ZONE DECEMBRE	Variation Dec 15/14
	déc-14	MARS	JUIN	NOVEMBRE	DECEMBRE		
DISPONIBILITES EXTERIEURES	1 550 104	1 216 841	1 089 756	741 055	704 328	5 899 589	-54,56%
Avoirs Extérieurs à vue	715 105	436 447	495 286	412 155	390 092	3 371 620	-45,45%
Billets Etrangers	16 270	29 253	42 311	35 943	34 215	86 091	110,29%
Correspondants Hors Zone d'Emission	-	-	-	-	-	2 788	
Trésor Français	698 835	407 194	452 975	376 213	355 877	3 288 317	-49,08%
Compte d'Opérations	671 393	407 194	452 975	376 213	355 877	3 288 317	-46,99%
Compte Spécial de Nivellement	27 441	-	0	-	0	0	-100,00%
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	834 999	780 394	594 471	328 900	314 236	2 527 969	-62,37%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	834 999	780 394	594 471	328 900	314 236	2 527 969	-62,37%
Opérations sur le Marché Financier	-	-	-	-	-	-	
ENCAISSE-OR	-	-	-	-	-	129 209	
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	25 619	27 527	26 984	27 845	27 325	309 234	6,66%
Quotes-Parts en devises	9 061	9 736	9 544	9 849	9 665	109 177	6,66%
Avoirs en DIS	16 559	17 791	17 441	17 997	17 660	200 057	6,65%
CREANCES SUR LES BANQUES	30 000	60 000	90 000	70 000	90 000	311 888	200,00%
<u>Concours du Marché Monétaire: Guichet A</u>	30 000	60 000	90 000	70 000	90 000	277 065	200,00%
Appels d'Offres	30 000	60 000	90 000	70 000	90 000	273 557	200,00%
Pensions et Autres	-	-	-	-	-	3 508	
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B	-	-	-	-	-	34 823	
Créances impayées	-	-	-	-	-	-	
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	369 579	418 342	421 684	520 390	517 106	2 213 980	39,92%
Avances en comptes courants (art. 18)	369 363	418 307	421 363	519 964	516 680	1 983 938	39,88%
Avances Exceptionnelles	216	35	321	426	426	146 175	96,98%
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	-	-	-	-	-	83 867	
CONTREPARTIE des ALLOC. de DIS versées aux ETATS	-	-	-	-	-	186 047	
VALEURS IMMOBILISEES	6 438	6 456	6 373	6 267	6 651	308 319	3,32%
Immobilisations financières	2 512	2 700	2 724	2 886	2 803	78 932	11,59%
Créances sur le Personnel	2 512	2 700	2 724	2 886	2 803	34 821	11,59%
Créances sur les Autres Banques Centrales	-	-	-	-	-	-	
Titres de Participations	-	-	-	-	-	43 562	
Autres Immobilisations Financières	-	-	-	-	-	549	
Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-	-	13 866	
Immobilisations Corporelles	3 926	3 756	3 648	3 382	3 848	182 657	-1,98%
Autres Valeurs Immobilisées	-	-	-	-	-	32 863	
DEBITEURS DIVERS	437	89	446	606	717	30 050	64,27%
Avances diverses au Personnel	49	49	43	54	39	3 868	-20,13%
Autres Débiteurs Divers	40	40	18	-	-	245	-100,00%
Comptes de Régulations - Actif	348	-	385	552	678	25 937	94,90%
TOTAL DE L'ACTIF	1 982 177	1 729 254	1 635 244	1 366 163	1 346 127	9 388 317	-32,09%
Avoirs extérieurs bruts	1 575 723	1 244 368	1 116 741	768 900	731 653	6 338 032	-53,57%

Source : BEAC

Composantes des avoirs extérieurs bruts :

- Disponibilités extérieures
- Encaisse-Or
- Fonds Monétaire International
- Créances sur les Banques Centrales

Tableau 33 : Situation comptable de la BEAC au PASSIF (en millions de FCFA)

RUBRIQUES PASSIF	déc-14	2015				TOTAL ZONE DECEMBRE	Variation Dec 15/14
		MARS	JUIN	NOVEMBRE	DECEMBRE		
<u>BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION</u>	320 068	305 865	280 792	244 560	255 863	3 007 632	-20,06%
<u>TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</u>	491 284	430 741	544 218	283 264	325 563	1 921 259	-33,73%
Comptes courants	150 437	223 403	144 955	143 087	152 371	771 865	1,29%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	36 833	36 834	36 835	36 790	36 789	70 963	-0,12%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	89 345	89 409	89 474	89 667	89 655	770 032	0,35%
Dépôts spéciaux	214 669	81 094	272 953	13 721	46 748	308 399	-78,22%
<u>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES</u>	1 140 308	962 885	778 416	800 041	727 304	2 684 415	-36,22%
Banques et Institutions Etrangères	4 227	3 963	4 442	4 442	4 509	103 903	6,66%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Emis	1 136 081	958 922	773 974	795 599	722 795	2 580 512	-36,38%
Comptes courants	865 611	726 590	537 466	567 558	507 101	1 509 499	-41,42%
Dépôts et placements sur marché monétaire	-	-	-	-	-	55	
Comptes de Réserves Obligatoires	270 470	232 332	236 508	228 041	215 694	1 070 957	-20,25%
Autres Comptes des Etablissements de Crédit							
<u>AUTRES COMPTES COURANTS</u>	2 621	1 270	680	2 023	773	149 911	-70,53%
	-					-	
<u>FMI : ALLOCATION des DTS</u>	24 493	26 317	25 799	26 623	26 125	452 490	6,66%
<u>EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME</u>	-					14 976	
<u>AUTRES PASSIFS</u>							
<u>PROVISIONS</u>	-					9 848	
<u>REPORT A NOUVEAU</u>							
<u>RESERVES</u>	1 911	1 911	1 911	1 911	1 911	401 899	0,00%
<u>CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION</u>	-					91 507	
<u>CREDITEURS DIVERS</u>	532	3 055	6 104	3 400	302	25 712	-43,16%
<u>TRANSFERTS NON DENOUES</u>	-				44	442 993	
<u>COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF</u>	622	727	616	2	49	16 047	-92,12%
<u>COMPTE DE RESULTAT</u>	4 161	306	530	8 162	12 016	169 628	188,76%
TOTAL DU PASSIF	1 982 177	1 729 254	1 635 244	1 366 163	1 346 127	9 388 317	-32,09%
Engagements à vue	1 954 281	1 700 761	1 604 106	1 329 888	1 309 502	7 778 193	-32,99%
Taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs (%)	80,63	73,17	69,62	57,82	55,87	81,48	

Source : BEAC

Composantes des engagements à vue :

- Billets et pièces en circulation
- Trésors et comptes publics nationaux
- Banques et institutions financières
- Autres comptes courants
- Emprunts et dettes assimilées

III – SYSTEME BANCAIRE

En 2015, le secteur bancaire s'est caractérisé par une tension de liquidités en raison de sa forte exposition sur le secteur du bâtiment et des travaux publics auquel est rattaché la plus part de ses prêts, dans un contexte de récession économique et fort endettement de l'Etat en vers les sociétés de bâtiment et travaux publics.

Ainsi, le total agrégé des bilans des banques commerciales s'est établi à 1 904 milliards FCFA au 31 décembre 2015, en baisse de 10,1% par rapport à la même période l'année précédente.

Les dépôts collectés ont diminué de 12,4% en variation annuelle, se situant à 1 611 milliards FCFA, tandis que les crédits bruts à la clientèle ont augmenté de 17,9% entre décembre 2014 et 2015, se situant à 1 203 milliards FCFA.

Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 14,5 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles se sont établies à 111 Mds FCFA. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 1 092 Mds FCFA, représentant 57,4 % du total du bilan.

Le portefeuille des créances en souffrance s'est légèrement amélioré pour s'établir à 216 milliards FCFA, représentant ainsi 17,9% des crédits bruts, contre 20,8% un an plus tôt. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée par rapport à la situation prévalant en décembre 2014 et est demeurée stable au cours du mois de décembre 2015.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 147,5 % contre 199,0 % en décembre 2014. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 519 Mds FCFA contre 915 Mds FCFA en décembre 2014.

Les banques de la Guinée Equatoriale ont dégagé un excédent des capitaux permanents de 189 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées contre fin décembre 2014, qui s'élevait à 182 Mds FCFA.

L'excédent de trésorerie s'est située à 732 Mds FCFA, soit 38,5 % du total du bilan. Il a enregistré des fluctuations de -34,4 %, par rapport à la situation qui prévalaient douze mois plus tôt.

Tableau 34 : Evolution de la situation bilantielle (en millions de francs CFA)

	31/12/2013	31/12/2014	30/06/2015	30/09/2015	30/11/2015	31/12/2015
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 837 151	1 838 891	1 625 776	1 842 586	1 679 335	1 611 019
Crédits bruts	887 625	1 020 811	1 116 370	1 136 920	1 163 265	1 203 048
Créances en souffrance	195 220	212 655	192 055	197 446	207 832	215 815
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	79 813	96 898	103 025	103 724	106 074	110 900
CREDITS NETS	807 812	923 913	1 013 345	1 033 196	1 057 191	1 092 148
CAPITAUX PERMANENTS	233 406	260 918	253 898	268 025	268 227	268 978
VALEURS IMMOBILISEES	65 167	78 860	80 800	83 215	83 456	79 806
AUTRES POSTES NETS	21 458	17 889	85 642	24 120	26 942	24 039
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	1 218 986	1 115 168	871 069	1 018 231	833 915	732 104
TOTAL DU BILAN	2 092 015	2 117 698	1 965 316	2 134 731	1 974 504	1 904 036

Dans ce contexte, les établissements de crédit œuvrent sur le recouvrement des créances, et recherchent de nouvelles stratégies d'accompagnement du marché équato-guinéen, notamment la diversification du portefeuille clientèle, l'adoption de politiques de proximité avec la clientèle par l'extension du réseau des agences bancaires, l'amélioration de la monétique avec l'installation de nouveaux distributeurs automatiques, cartes bancaires internationales, et des efforts de sensibilisation de la population en général sur l'offre des produits bancaires.

1.2. Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques ont figuré dans le champ d'analyse comme l'année précédente à la même période.

- 5 banques étaient en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum comme un an auparavant;

- en matière de solvabilité, 5 banques ont extériorisé un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, comme un an auparavant (le minimum réglementaire étant fixé à l'époque à 7 % des fonds propres nets) ;

- dans le cadre des normes de division des risques, 5 banques sont parvenues à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres comme un an auparavant et 4 banques se sont conformées à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 45 % des fonds propres nets contre 5 banques l'année précédente à la même période.

- s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 5 banques ont réalisé un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % comme un an auparavant ;

- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 5 banques comme un an auparavant ;

- quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 5 banques sont parvenues à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (nombre identique à celui de l'année précédente à la même date ;

- enfin, 3 banques ont maintenu la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets contre 4 banques en conformité l'année précédente à la même date.

Tableau 35: Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles

Norme prudentielle	31/12/2013	31/12/2014	30/06/2015	30/09/2015	30/11/2015	31/12/2015
Capital minimum	4	5	5	5	5	5
Couverture des risques	4	5	5	5	5	5
Plafond global des risques	4	5	5	5	5	5
Plafond individuel des risques	4	5	5	5	5	4
Couverture des immobilisations	4	5	5	5	5	5
Rapport de liquidité	5	5	5	5	5	5
Coefficient de transformation	4	5	5	5	5	5
Engagements sur les apparentés	4	4	4	3	3	3
Adéquation des fonds propres	4	4	4	3	3	3
Nombre total de banques	5	5	5	5	5	5

Au total, 3 banques ont disposé de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat contre 4 banques l'année précédente à la même date.

Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements sont celles se rapportant au coefficient de transformation, au rapport de liquidité, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum.

La norme relative aux engagements sur les apparentés constitue celle à l'égard de laquelle on observe le plus grand nombre de banques en infraction.

Tableau 36 : Variation des postes de la situation bilantielle (en pourcentage)

	Variations				
	annuelles		Semestrielle	Trimestrielle	Mensuelle
	N - 1/ N-2	N / N-1			
DEPOTS DE LA CLIENTELE	0,09	-12,39	-0,91	-12,57	-4,07
Crédits bruts	15,00	17,85	7,76	5,82	3,42
Créances en souffrance	8,93	1,49	12,37	9,30	3,84
Provisions pour dépréciation des comptes de la	21,41	14,45	7,64	6,92	4,55
CREDITS NETS	14,37	18,21	7,78	5,71	3,31
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	-8,52	-34,35	-15,95	-28,10	-12,21
TOTAL DU BILAN	1,23	-10,09	-3,12	-10,81	-3,57

Tableau 37 : Variation des dépôts de la clientèle par type de comptes (en pourcentage)

	annuelles		Variations		
	N - 1/ N-2	N / N-1	Semestrielle	Trimestrielle	Mensuelle
	Comptes à vue	-11,45	-15,03	-0,75	-13,02	-3,40
Comptes à terme	176,68	-0,50	-1,83	-11,41	-4,96
Comptes de dépôts à régime spécial	24,55	21,58	-0,26	0,71	0,63
Autres comptes	39,89	-1,05	1,46	2,73	-21,26
Dettes rattachées	-15,84	89,36	25,72	-46,51	-57,86
TOTAL DES DEPOTS	0,09	-12,39	-0,91	-12,57	-4,07

Tableau 38 : Variation des dépôts de la clientèle par type de déposants (en pourcentage)

	annuelles		Variations		
	N - 1/ N-2	N / N-1	Semestrielle	Trimestrielle	Mensuelle
	Dépôts publics	128,61	-21,99	-15,24	-11,61	1,83
Dépôts des entreprises publiques	-30,06	-0,14	80,77	-16,06	5,85
Dépôts privés	-16,30	-9,26	4,14	-12,86	-6,02
Dépôts des non résidents	-38,73	-14,08	-34,41	-13,06	-2,79
Dépôts non ventilés	36,86	1,97	2,69	-2,83	-25,29
TOTAL DES DEPOTS	0,09	-12,39	-0,91	-12,57	-4,07

Tableau 39 : Variation des crédits bruts par type de bénéficiaires (en pourcentage)

	annuelles		Variations		
	N - 1/ N-2	N / N-1	Semestrielle	Trimestrielle	Mensuelle
	Crédits à l'Etat	17,83	32,29	-1,21	8,07	-6,85
Crédits aux entreprises publiques	-34,87	-11,00	-3,59	0,01	1,00
Crédits au secteur privé	18,18	14,07	8,37	5,98	3,51
Crédits aux non résidents	-18,28	108,76	2,91	4,69	6,75
Encours financier des opérations de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (valeurs non imputées et	-16,83	-25,25	-3,52	-6,90	-49,03
TOTAL CREDITS BRUTS	15,00	17,85	7,76	5,82	3,42

**QUATRIEME PARTIE : ACTIVITES DES
ETABLISSEMENT DE CREDIT ET DU CONSEIL
NATIONAL DU CREDIT ET**

SECTION I.- ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Au cours de l'exercice 2015, l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit de la Guinée Equatoriale (APEC GE), a tenu plusieurs séances de travail et a présenté un rapport pour chaque session du Conseil National du crédit.

En date du 18/02/15, l'Assemblée Générale de l'APEC GE s'est réuni pour désigner Monsieur Manuel OSA NSUE NSUA, Directeur Général de la BANGE comme le nouveau Président de l'APEC GE pour un mandat de deux(2) ans, échéance le 31 décembre 2016, en remplacement de Monsieur Joseph Célestin TINDJOU, Président sortant de l'Association et Directeur Général de la CCEI BANK GE.

Le 26 octobre 2015, les établissements de crédit de la place et le Gouvernement de la République de la Guinée Equatoriale ont finalement procédé à la signature d'un Mémoire d'entendement.

Parmi les activités louables, on souligne que pour la première fois de l'histoire, deux entités financières de la Guinée Equatoriale (BANGE et CCEI BANK GE), ont atteint des positions remarquables dans le classement des 200 premières Banques Africaines dans l'Édition Spéciale FINANCE JEUNE AFRIQUE 2015 avec la position 167 et 133 respectivement. De même, dans le classement des 50 premières Banques de l'Afrique Centrale, BANGE ET CCEI BANK GE ont à nouveau occupé des positions louables soit 9 et 5 respectivement.

SECTION II.- ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT

Le Conseil National du Crédit de la République de Guinée Equatoriale s'est réuni trois fois en 2015, dont les ordres du jour sont inscrits ci-dessous:

Pendant ces réunions, différents thèmes ont été abordés parmi lesquels se distingue l'étude sur le financement des PME/PME par les banques en Guinée Equatoriale.

Le rapport final de l'étude a été présenté au cours de la troisième réunion du CNC par le Cabinet CACEX CONTINENTAL, en charge de l'étude.

Ce rapport a dressé le schéma d'une série de recommandations basées sur la stratégie de diversification de l'économie que doit suivre le Gouvernement pour la dynamisation et promotion du secteur privé national.

Pour l'application de ces recommandations, un comité de réflexion 2020 a été créé pour l'élaboration d'un chronogramme d'implémentation. Ce comité est piloté par le Secrétaire d'Etat chargé du suivi du Plan Horizon.

Réunion du 16 mars 2015

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 10 novembre 2014

- 2. Point sur le projet d'études du financement des PME/PMI par les banques en Guinée Equatoriale**
- 3. Rapport de l'APEC GE**
- 4. Exécution budgétaire du CNC au 31 décembre 2014**
- 5. Projet de rapport du CNC 2012**
- 6. Divers :**
 - a) Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes.*
 - b) Projet de rapport d'activité du CNC pour l'année 2011*

Réunion du 24 Juillet 2015

- 1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 05 mars 2015**
- 2. Rapport de l'APEC**
- 3. Rapport final du Cabinet CACEX CONTINENTAL sur le projet d'étude sur le financement des PME/PMI par les banques en Guinée Equatoriale**
- 4. Divers :**
 - a) Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes,*
 - b) Projet de rapport d'activité du CNC de l'année 2013.*

Reunión del 06 de noviembre del 2015

- 1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 24 juillet 2015**
- 2. Rapport de l'APEC GE**
- 3. Projet budgétaire du CNC pour l'année 2016.**

4. Rapport d'étude sur le financement des PME/PMI par les banques en Guinée Equatoriale.

5. Divers :

- a) Compte-rendu du Ministère du Commerce et Promotion des Entreprises sur les difficultés d'accès au crédit ;*
- b) Accord entre les banques et le Gouvernement*
- c) Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes,*

oooOOOooo